

Université de Zagreb
FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET LETTRES
Département d'études romanes

**Traduction et travail terminographique:
Politique européenne de voisinage**

MÉMOIRE DE MASTER
MASTER EN LANGUE ET LETTRES FRANÇAISES
FILIÈRE TRADUCTION
(Niveau M2)

Directeur de recherche:
dr.sc. Evaine Le Calvé Ivičević

Présenté par:
Barbara Smailagić

Zagreb, 2016

Sveučilište u Zagrebu
FILOZOFSKI FAKULTET
Odsjek za romanistiku

Barbara Smailagić

**Prijevod i terminografski rad:
Europska politika susjedstva**

DIPLOMSKI RAD

Mentorica:

dr.sc. Evaine Le Calvé Ivičević

Zagreb, 2016

TABLE DES MATIÈRES

Résumé/Sažetak.....	2
1. INTRODUCTION	3
2. PARTIE THÉORIQUE	5
2.1. TERMINOLOGIE	5
2.1.1. Qu'est-ce que la terminologie ?.....	5
2.1.2. L'histoire de la terminologie et les évolutions modernes.....	7
2.1.3. Langue de spécialité vs. langue commune	10
2.1.4. Mot ou terme ?	11
2.1.5. Terminographie et travail terminographique.....	14
2.2. MÉTHODOLOGIE DU TRAVAIL TERMINOGRAPHIQUE	15
2.2.1. Domaine	15
2.2.2. Corpus	17
2.2.3 Glossaire.....	19
2.2.4. Fiches terminologiques.....	20
2.2.5. Arborescence	21
3. PARTIE PRATIQUE	22
3.1. TRADUCTION CROATE	22
3.2. GLOSSAIRE BILINGUE (FRANÇAIS-CROATE)	38
3.3. FICHES TERMINOLOGIQUES	49
3.4. ARBORESCENCE.....	71
4. CONCLUSION	72
5. BIBLIOGRAPHIE	73
6. SITOGRAPHIE	74
7. ANNEXE.....	77
7.1. TEXTE ORIGINAL	77

Résumé:

L'objectif de ce mémoire est de réaliser un travail terminographique à partir d'un corpus qui aborde le sujet de la Politique européenne de voisinage, une politique créée par l'Union européenne pour définir les relations avec les pays de son voisinage. Le texte central du corpus, dont nous allons produire la traduction, est intitulé *Politique européenne de voisinage*. Il s'agit d'un extrait d'un article écrit par Jean-François Drevet sous le titre *Quelles limites pour l'UE: Quelles limites pour un voisinage à géométrie variable?*

Le mémoire consiste en deux parties, partie théorique et partie pratique. La partie théorique est en premier lieu consacrée à la terminologie en tant que discipline et à la terminographie, mais elle fournit aussi un commentaire des différentes étapes de notre travail terminographique. La partie pratique consiste en la traduction croate, notre glossaire français-croate, plusieurs fiches terminologiques et l'arborescence.

Mots clés: terminologie, travail terminographique, Politique européenne de voisinage

Sažetak:

Cilj ovog diplomskog rada je provesti terminografski rad na temelju korpusa koji se bavi pitanjem Europske politike susjedstva, politike koju je osmislila Europska unija kako bi definirala odnose sa zemljama svog susjedstva. Naslov središnjeg teksta korpusa, čiji ćemo dati prijevod, je *Europska politika susjedstva*. Radi se o izvatku iz članka kojeg je napisao Jean-François Drevet, pod naslovom *Quelles limites pour l'UE: Quelles limites pour un voisinage à géométrie variable?*

Diplomski rad se sastoji od dva dijela, teorijskog i praktičnog. Teorijski dio je prije svega posvećen teoriji koja se odnosi na terminologiju kao disciplinu i na terminografiju, no također nudi komentar različitih etapa našeg terminografskog rada. Praktični dio se sastoji od hrvatskog prijevoda, našeg francusko-hrvatskog glosara, nekoliko terminoloških kartica i terminološkog stabla.

Ključne riječi: terminologija, terminografski rad, Europska politika susjedstva

1. INTRODUCTION

L'objectif de notre mémoire est d'effectuer un travail terminographique comprenant une traduction. Nous avons choisi de décrire dans notre travail terminographique le domaine de Politique européenne de voisinage car il nous semble très intéressant et actuel. Cette politique a été créée par l'Union européenne en 2003 afin d'éviter que l'élargissement qui se préparait à ce moment-là et qui concernait majoritairement les pays de l'Europe centrale et orientale ne fasse apparaître de nouvelles lignes de division entre l'UE élargie et ses voisins. Elle a pour but de développer des relations de coopération et de prospérité avec les pays du voisinage européen. La politique est penchée sur les enjeux du développement dans ces pays mais aussi sur de nombreux autres problèmes tels que l'immigration clandestine et le terrorisme, des sujets très sensibles à notre époque.

Une fois déterminé le domaine d'étude, nous avons commencé notre travail par la constitution d'un corpus rassemblant des textes représentatifs de notre domaine. Il s'agit de textes écrits en croate et en français et provenant de sources de différents degrés de spécialité: ce sont des textes scientifiques, journalistiques, des communiqués de presse, etc. Le texte central de notre corpus est celui duquel est tiré l'extrait que nous avons choisi de traduire pour notre mémoire. Il s'agit d'un chapitre extrait d'un document politique, intitulé *Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable?* L'auteur est Jean-François Drevet, agrégé de géographie et ancien fonctionnaire européen. Le texte dans son ensemble s'interroge sur les limites de l'UE et de sa politique d'intégration et de voisinage, et le chapitre que nous avons traduit aborde le sujet de la Politique européenne de voisinage. Le document a été publié par *Notre Europe- Institut Jacques Delors*, un institut de recherche européen qui effectue des analyses politiques et offre des propositions aux décideurs européens.

Notre mémoire est organisé en deux parties: la partie théorique et la partie pratique. Dans la partie théorique, nous allons présenter la base théorique nécessaire pour conduire un projet terminographique. Pour commencer, nous allons dire quelques mots sur la terminologie, domaine de savoir pluridisciplinaire qui dirige le travail terminographique, et nous allons essayer d'arriver à une définition de terminologie qui englobe tous ses aspects. Dans la suite,

nous allons donner un résumé historique de l'évolution de la terminologie depuis ses débuts jusqu'à nos jours. Également, nous allons essayer d'expliquer la différence entre la langue commune et la langue de spécialité, pour mieux comprendre le vocabulaire spécialisé, qui fait l'objet des observations dans notre mémoire. Dans la suite, nous allons présenter en bref la distinction entre les notions *mot* et *terme*, le terme étant une des notions essentielles pour notre projet. Puis, nous allons donner une définition de la terminographie et expliquer en quoi consiste un travail terminographique. Par ailleurs, nous allons dire quelques mots sur le domaine que nous avons essayé de décrire, sur le corpus que nous avons constitué et le glossaire et les fiches terminologiques que nous avons rédigées. Nous allons terminer cette partie avec quelques mots sur l'arborescence.

Dans la partie pratique, nous allons présenter notre travail terminographique. Premièrement, nous allons donner la traduction du français en croate du texte que nous avons choisi comme point de départ pour notre recherche. Deuxièmement, nous allons offrir notre glossaire français-croate qui rassemble les termes de notre corpus. Troisièmement, nous présenterons 12 fiches terminologiques qui comprennent des renseignements sur les termes essentiels de notre corpus. Finalement, nous allons offrir l'arborescence que nous avons faite pour ce projet.

Nous allons finir notre projet avec une conclusion qui réunit les idées principales de ce mémoire.

2. PARTIE THÉORIQUE

2.1. TERMINOLOGIE

2.1.1. QU'EST-CE QUE LA TERMINOLOGIE ?

La terminologie couvre un vaste champ d'activités: elle répond aux besoins des sciences, des techniques, de communication, de transfert des connaissances, de traduction, de gestion des langues, etc. Étant liée à plusieurs domaines, elle pose un certain défi quant à sa définition. Le terme *terminologie* peut se référer à plusieurs notions. En général, ce terme est associé à un vocabulaire de spécialité, c'est-à-dire un vocabulaire qui relève d'un domaine de savoir particulier tel que la médecine, le droit, la linguistique, l'informatique, la biologie, etc.

Cependant, ce terme peut aussi désigner la science du vocabulaire: «Domaine du savoir interdisciplinaire et transdisciplinaire ayant trait aux notions et à leurs représentations (termes, symboles, etc.) », *terme* étant «un symbole conventionnel représentant une notion définie dans un certain domaine du savoir¹». Le principal objectif de la terminologie comme discipline est donc le repérage des termes qui désignent des concepts appartenant à un domaine de savoir particulier. Ensuite, elle atteste l'emploi de ces termes à l'aide de références précises et les décrit en distinguant entre le bon usage et l'usage erroné, ainsi qu'entre les usages préférables et celles moins préférables.² La terminologie est étroitement liée à la linguistique par son objet et ses études, mais elle s'en distingue par son focus sur le vocabulaire actuel (synchronie). Elle néglige presque toujours l'évolution des faits linguistiques dans le temps. Ensuite, la terminologie a influence sur l'évolution des langues de spécialité par le biais de la normalisation, ce qui est contraire à la plupart des disciplines linguistiques³.

La terminologie peut être unilingue ou comparée. En terminologie unilingue, le but principal est d'uniformiser l'usage des désignations synonymes dans les situations où la création d'un concept nouveau entraîne leur abondance excessive. Dans la terminologie comparée, l'objet d'étude sont les lacunes qui surgissent lors des transferts inter-langues par

¹ Felber, H., *Manuel de terminologie*, Unesco et Infoterm, Paris, 1987, p.1.

² Pavel, S., Nolet, D., *Précis de terminologie*, Bureau de la traduction, Québec, 2001, p. xvii.

³ CST, *Recommandations relatives à la terminologie*, Conférence des services de traduction des États européens, Berne, 2003, p.12.

l'absence des désignations propres dans une des langues en contact. Le but est de les décrire et de proposer des désignations qui peuvent les faire disparaître⁴.

En tant que science, la terminologie n'étudie pas seulement les vocabulaires spécialisés, mais aussi les méthodes propres au travail terminologique qui «s'appuie sur des règles et des méthodes issues de la théorie générale de la terminologie, d'une part, et des applications spécifiques, d'autre part»⁵. En ce qui concerne les méthodes de travail et les applications, il ne faut pas confondre la différence entre la terminologie, l'étude de termes, et la lexicologie, l'étude de mots. Les méthodes de la lexicologie servent de base à la systématisation des vocabulaires et au travail lexicographique dans l'élaboration des dictionnaires de la langue générale. En revanche, les méthodes de la terminologie servent de base à la terminographie, laquelle a pour but la constitution des dictionnaires spécialisés⁶. Wüster, le père de la terminologie, a été parmi les premiers terminologues à remarquer que la terminologie et la lexicologie diffèrent dans leur application (la terminographie et la lexicographie). Parmi les différences les plus pertinentes, on peut énumérer les suivantes: les articles terminologiques d'un glossaire incluent moins de renseignements pour chaque unité que les articles lexicologiques et sont très systématiques quant à la représentation; les données terminologiques sont souvent monosémiques à la différence des données lexicologiques qui sont polysémiques; les définitions terminologiques sont considérablement plus descriptives que les définitions lexicologiques; les articles terminologiques ne donnent pas d'informations sur la syntaxe ni l'usage qu'il faut faire d'un terme; les données terminologiques ne contiennent pas de marques pragmatiques restrictives ou d'évaluation, etc⁷.

En bref, nous pouvons conclure que le «terme terminologie désigne en premier lieu le vocabulaire des langues de spécialité (vocabulaire spécialisé); il désigne également la science qui étudie d'une part, les notions et leurs dénominations dans le cadre des vocabulaires spécialisés (étude théorique) et, d'autre part, les méthodes propres au travail terminologique»⁸.

⁴ Pavel, S., Nolet, D., *op. cit.* p. xviii.

⁵ CST, *op. cit.* p.12.

⁶ Faulstich, E. «Spécificités linguistiques de la lexicologie et de la terminologie. Nature épistémologique». *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n°2, 1996, p. 240.

⁷ Béjoint, H., Thoiron, P., *Le sens en terminologie*, Travaux du C.R.T.T., Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2000, p. 24-25.

⁸ CST, *op. cit.*, p.12.

2.1.2 L'HISTOIRE DE LA TERMINOLOGIE ET LES ÉVOLUTIONS MODERNES

Il existait des exemples d'activité terminologique déjà dans la période du 1^{er} siècle apr. J.C. Quintilien, un rhéteur et pédagogue romain, cite des termes techniques tels que *verba artium propria* dans son ouvrage *De institutione oratoria* (« De l'institution oratoire»). Dès le XVIII^e siècle, des scientifiques différents ont publié des ouvrages terminologiques dans le but d'organiser le vocabulaire des domaines scientifiques. En XIX^e siècle, dû à la contribution de plusieurs facteurs comme la disparition du latin en tant que langue de communication dans les sciences, l'émergence de nouveaux modes de production industrielle, l'augmentation de l'intérêt pour les langues nationales, etc., les vocabulaires spécialisés ont connu une évolution importante⁹.

La première moitié du XX^e siècle a apporté un progrès galopant de la technologie, ce qui se manifestait dans un besoin croissant de désignation des concepts nouveaux mais aussi dans une nécessité de consensus sur les termes à employer¹⁰. Durant cette période, le travail de l'ingénieur autrichien Eugen Wüster a complètement transformé la terminologie. Grâce à lui, la terminologie a obtenu une reconnaissance, et ce qui est plus important, sa première théorie. Selon Wüster, seuls les spécialistes d'un domaine possèdent une connaissance suffisante pour relever les termes adéquats. C'est pour cette raison qu'il a argumenté en faveur d'une formation de professionnels de la terminologie qui auraient pour tâche de développer de dictionnaires spécialisés. Ensuite, il était le secrétaire du Comité technique 37 créé par l'Organisation internationale de normalisation. Le Comité s'est occupé, et le fait encore aujourd'hui, de «l'établissement de principes de travail en terminologie et de la représentation des données terminologiques¹¹». Wüster était aussi le directeur du premier centre international de terminologie INFOTERM à Vienne, ce qui a aussi contribué à la reconnaissance de la terminologie. La seule voie possible vers une reconnaissance académique de la terminologie était dans la création d'une théorie de la terminologie qui servirait comme justification du statut de la terminologie comme discipline. Wüster l'a appelée *Théorie générale de la terminologie (TGT)*. Il a fondé sa théorie sur la démarche onomasiologique, «selon laquelle

⁹ Evers, V., *Terminologie et traduction*; Mémoire pour le master en traduction. Université d'Utrecht, Utrecht, 2010, p. 22.

¹⁰ Protopopescu, D. *Theories of terminology - past and present*, University of Bucharest, Bucharest, 2013, p. 2.

¹¹ Cabré, M. T., *La terminologie, une discipline en évolution: le passé, le présent et quelques prospectives*, Institut Universitari de Lingüística Aplicada, Universitat Pompeu Fabra, Barcelone, 1998 (texte traduit par Marie-Claude L'Homme), p. 3-4.

les connaissances d'un sujet précèdent le choix des dénominations»¹². Par conséquent, il a donné la primauté au concept par rapport à la dénomination et l'a défini comme objet central de la terminologie, mais sans le séparer de la désignation. Sa théorie a eu une influence importante sur les chercheurs intéressés par la terminologie de cette période et plusieurs écoles ayant pour but de développer ses méthodes ont été créées. La plus renommée était la théorie de l'école de Vienne, aussi appelée théorie wustérienne et parfois la théorie *classique* ou *standard*, dû à son influence répandue¹³. Outre l'approche onomasiologique, d'autres éléments distinctifs de cette théorie sont l'approche normalisatrice et l'idéal de biunivocité. L'approche normalisatrice met l'accent sur la gestion des termes par un organisme de normalisation, qui rendrait possible une meilleure communication au sein d'une communauté internationale de spécialistes. Cet organisme devrait organiser les termes existants et en créer de nouveaux conformément aux besoins des domaines de spécialité. L'idéal de biunivocité vise à éliminer l'ambiguïté résultant de la synonymie, l'homonymie ou la polysémie et exige qu'un seul concept corresponde à un seul terme, et vice versa. Wüster admet que cet idéal ne peut pas être atteint parce que le nombre de concepts d'un domaine de spécialité est trop important pour qu'il existe un terme associé à chaque concept, mais il propose de se contenter avec l'univocité, la situation où chaque terme possède une seule signification dans un domaine de spécialité particulier¹⁴.

Au cours du XXe siècle, il y a eu de nombreux changements sociaux, scientifiques et techniques qui ont eu une grande influence sur le statut des langues et de la terminologie: l'émergence du fonctionnalisme linguistique ainsi que l'application des théories cognitives au langage ont permis à la terminologie «d'étendre ses analyses au texte, d'aborder les similitudes et les différences existant entre les textes spécialisés et généraux, et de tenir compte du contexte linguistique dans lequel évoluent les unités terminologiques». ¹⁵ Le développement des sciences informatiques a entraîné un essor des outils linguistiques et des techniques pour le traitement du langage, ce qui a aussi profondément changé et facilité la création des glossaires spécialisés. Tous ces changements ont mené à un réexamen de la théorie postulée par Wüster et à l'élaboration de nouvelles théories.

Depuis les années 1990, en France et au Canada s'est développée une théorie appelée *socioterminologie* selon laquelle les termes relèvent de la parole aussi bien que la langue, ce

¹² *Id.* p.3.

¹³ Evers, V., *op. cit.*, p. 2.

¹⁴ *Id.* p. 26.

¹⁵ Cabré, M. T., *op. cit.*, p. 3-4 .

qui représente un tournant vers la description plutôt que la prescription. C'est pourquoi elle s'occupe aussi de la synonymie et de la polysémie, ce qui était presque interdit dans la période wustérienne. Puis, au lieu de parler de «domaines de spécialité», elle propose des «nœuds de connaissances» qui évoluent avec du temps¹⁶.

Temmerman complète cette approche par sa terminologie socio-cognitive. Elle est basée sur la théorie des prototypes par Eleanor Rosch selon laquelle l'esprit humain «crée de nouvelles catégories sur la base de ses observations et les utilise ensuite pour catégoriser de nouvelles observations sur la base de ressemblance à des prototypes»¹⁷. Cette théorie explique certaines caractéristiques des termes, notamment leur dimension diachronique et l'importance des phénomènes tels que la métaphore et la métonymie dans la structure et l'évolution des terminologies.

La théorie proposée par Cabré s'appelle *théorie communicative de la terminologie (TCT)*. D'après cette théorie, l'unité terminologique est au centre des études sur la terminologie, et pas le concept, comme c'est le cas dans la théorie wüstérienne. Une autre remarque importante, c'est que selon la TCT, les unités terminologiques sont polyédriques, elles ont des caractéristiques linguistiques, mais aussi cognitives et sociocommunicatives¹⁸.

Les plus récentes évolutions liées à la théorie de terminologie indiquent qu'un grand nombre de spécialistes considère que les unités terminologiques ne peuvent pas être considérées seulement comme des unités de représentation et de transmission d'un savoir précis, mais «plutôt comme des unités dynamiques qui contribuent à la construction des connaissances par leur utilisation en discours et qui ne peuvent être totalement séparées du bagage culturel du locuteur qui les produit»¹⁹. Ensuite, ce changement de perspective a contesté le caractère universel des concepts et du lien direct entre l'objet et le concept dans les domaines spécialisés. Puis, beaucoup de terminologues s'accordent aussi que la terminologie représente un carrefour entre différentes sciences et devrait donc être considérée comme une science interdisciplinaire. Finalement, certains auteurs ont remis en question la division entre termes et mots, du moins sur le plan formel. Ils proposent le sens comme paramètre de distinction entre les deux.

¹⁶ Evers, V., *op. cit.* p. 26.

¹⁷ *Id.* p. 28

¹⁸ Cabré, M. T., *op. cit.* p. 17.

¹⁹ *Id.* p.26.

2.1.3. LANGUE DE SPÉCIALITÉ VS. LANGUE COMMUNE

Quand on parle de la terminologie, on parle de langues de spécialité, donc il serait nécessaire de dire quelques mots au sujet de la distinction entre langues de spécialité et langue commune:

Si la langue commune est celle dont on se sert dans le quotidien, la langue spécialisée est celle de la communication sans ambiguïté dans un domaine particulier du savoir ou de la pratique, basée sur un vocabulaire et des usages linguistiques qui lui sont propres (Pavel S., Nolet, D., p. xvii)

Cette citation de *Précis de terminologie* englobe l'essentiel de la différence entre les deux types de langue. Cependant, il faudrait expliquer en plus de détails ce qui distingue l'une de l'autre pour obtenir une vision claire. Selon M. T. Cabré, toute langue possède des unités et des règles universelles avec lesquelles tous ses locuteurs sont familiarisés. Ce sont ces règles et unités d'une langue qui constituent ce qu'on appelle la langue commune ou la langue générale²⁰. Ceci dit, on ne devrait pas dissocier les langues de spécialité de la langue générale, parce qu'elles utilisent le même système de règles en syntaxe et en grammaire. La distinction se fait au niveau du sens et c'est au niveau du vocabulaire qu'on doit effectuer l'analyse²¹: la langue de spécialité est caractérisée par des «dénominations spécialisés (les termes), y compris des symboles non linguistiques, dans des énoncés mobilisant les ressources ordinaires d'une langue donnée²²». On peut donc considérer la langue de spécialité comme une partie de la langue générale, mais qui utilise un vocabulaire particulier. Il est évident que seule la communauté des experts utilisant telle ou telle langue de spécialité peut comprendre absolument le discours prononcé puisqu'elle possède des connaissances auxquelles les personnes à l'extérieur du groupe n'ont pas accès. Imaginons le discours entre un groupe de médecins, juristes ou informaticiens: nous pouvons comprendre parfois même la plupart de discours, mais une partie du sens nous échappe toujours parce que nous ne possédons pas une connaissance suffisante du domaine qui fait l'objet du discours. Pour communiquer entre eux, les experts d'un domaine de savoir utilisent des outils linguistiques

²⁰ Cabré, M.T. *La terminologie: théorie, méthodes et applications*. Presses de l'Université d'Ottawa et Paris, 1998, p. 115.

²¹ Calberg-Challot, M. «Quand un vocabulaire de spécialité emprunte au langage courant: le nucléaire, étude de cas» in. Cahier du CIEL 2007-2008, *Aspects de la recherche en langues de spécialité*, Université Paris VII, Paris, 2008, p.74.

²² Lerat, P. *Les langues spécialisées*, PUF, Paris, 1995, p. 21.

(lexicaux, morphologiques, syntaxiques) conformes à ce domaine. Ce qui va décider du choix des outils, ce sont les exigences telles que «exactitude, clarté et concision, ainsi que aptitude à la production de termes complexes²³». Le but est d'optimiser la communication entre spécialistes ou professionnels, et pour l'atteindre, il faut contrôler au maximum le sens. Par conséquent, les figures de style, les sous-entendus et autres connotations n'y sont pas admis²⁴. D'après Rey, ce qui rend une langue de spécialité particulier, est avant tout le fait qu'elle est un *représentant langagier d'une cohérence conceptuelle*²⁵. Autrement dit, il existe un lien étroit entre langues de spécialité et la terminologie et s'est avant tout dans le contexte d'un système des concepts que nous devons les observer.

2.1.4. MOT OU TERME ?

Dans le chapitre dédié à l'histoire et à l'évolution de la terminologie, on a pu observer qu'il existe une polémique sur la différence entre mot et terme, c'est-à-dire, que se pose la question de savoir où on devrait placer la limite entre les deux. Certains auteurs appuient la thèse que les termes et les mots diffèrent seulement au niveau sémantique. Si on observe la définition du mot *terme* offerte par le dictionnaire *Petit Robert*, on va arriver à la même conclusion. La définition est la suivante: «mot appartenant à un vocabulaire spécial, qui n'est pas d'un usage courant dans la langue commune²⁶». Quelle est donc cette différence au niveau sémantique? D'après Thoiron et Béjoint, dans le cas des termes, les experts d'un domaine de savoir particulier exercent un certain contrôle sur le sens, ce qui permet au terme de s'éloigner du sens général vers un sens spécifique et de rester dans chacun de ses contextes d'emploi suffisamment précis pour fonctionner en tant que terme sur le sens duquel les experts sont parvenus à un accord²⁷. Dans son article *Sur la notion de terme*, M.-C. L'Homme constate qu'«une forme linguistique devient un terme lorsque on arrive à expliquer la place du concept qu'elle dénote dans le système conceptuel du domaine²⁸». L'auteur remarque aussi que la définition de *terme* est relative puisqu'elle dépend de la délimitation qu'on a faite d'un

²³ CST, *op. cit.*, p.13.

²⁴ Evers, V., *op. cit.* p. 7.

²⁵ Rey, Alain. «Avant-Propos». In: Kocourek, Rostislav. *La langue française de la technique et de la science. Vers une linguistique de la langue savante*. Oscar Brandstetter Verlag, Wiesbaden, 1991, p. ix.

²⁶ Rey- Debove, Josette; Rey, Alain. *Le Petit Robert*. Dictionnaires Le Robert, Paris, 2011, p. 2534.

²⁷ Thoiron, P., Béjoint, H. «La terminologie, une question de termes?» *Meta: journal des traducteurs*, vol. 55, n°1, 2010, p. 108.

²⁸ L'Homme, M.-C. «Sur la notion de terme», *Meta: journal des traducteurs*, vol. 50, n° 4, 2005. p. 1116.

domaine spécialisé et des objectifs déterminés par le projet terminologique. Le travail principal du terminologue est d'extraire les termes des textes spécialisés en établissant des liens entre les unités lexicales et le domaine spécialisé en question. L'Homme propose les critères suivants pour faciliter ce processus:

- a) connaissance du domaine: il faut délimiter le domaine au préalable pour un projet terminologique
- b) la nature des actants sémantiques : Si les actants sémantiques sont déjà admis comme termes en fonction du critère a), il existe une forte possibilité que l'unité de sens prédicatif soit aussi spécialisée
- c) la parenté morphologique: si des termes ont été retenus selon les critères a) et b), leurs dérivés sont forcément spécialisés
- d) toute autre relation paradigmatique: si une unité lexicale partage avec un terme déjà admis en fonction des trois premiers critères des relations paradigmatiques autre que morphologiques, cela pourrait signifier que cette unité est également un terme²⁹

Parfois, c'est vraiment difficile de décider si un syntagme peut être considéré comme un terme. Le texte qu'on a traduit comprend le syntagme «cercle d'amis». Nous avons trouvé ce syntagme dans plusieurs textes traitant le domaine de la Politique européenne de voisinage sous la forme des variantes diverses et nous avons pu observer son évolution d'une expression métaphorique dans un terme. Voici les exemples des étapes différentes de son évolution :

- Dans le premier extrait, le syntagme est isolé du reste de la séquence par des tirets, ce qui comporte de l'ambiguïté :
«L'objectif de l'approche envisagé par la communication, c'était de "créer un espace de prospérité et de bon voisinage – un cercle d'amis – caractérisé par des relations étroites et pacifiques fondées sur la coopération [...] ”³⁰».
- Dans le deuxième extrait, le même syntagme est isolé du reste du texte, mais cette fois-ci avec des guillemets, ce qui indique un caractère potentiellement spécialisé :

²⁹ *Ibid.* p. 1126.

³⁰ Ancelle A., Bonacquisti G., «Dossier documentaire thématique 'THEMA': La Politique européenne de voisinage», *EU-LOGOS: le portail de référence pour l'espace de liberté, sécurité et justice*, 2016 <http://bit.ly/28OybVd> (page consultée le 1er juillet 2016)

«Si l'ancien Président de la Commission, Romano Prodi, qui initia la Politique européenne de voisinage (PEV) voyait en elle la possibilité de créer un "cercle d'amis", le continent européen est en réalité partagé entre deux processus d'intégration régionale concurrents et incompatibles³¹».

- Dans le troisième extrait, outre les guillemets, l'auteur insère aussi le mot «pays» qui apporte plus de clarté et de précision à l'expression et ainsi contribue à la progression du degré de spécialité du syntagme et nous commençons à nous poser la question de savoir s'il s'agit d'un terme :

«Deuxièmement, les objectifs de la PEV, à savoir la création d'un "cercle de pays amis" et d'une zone de stabilité, sécurité et prospérité tout autour de l'Union Européenne, ne semblent pas du tout être atteints³²».

- Dans le dernier extrait, il n'y a pas de guillemets, mais le mot «pays» est remplacé par le mot «État», qui est un terme utilisé dans le discours politique pour faire référence au gouvernement d'un pays. Ce terme lie le reste de l'expression à une notion politique, et c'est pourquoi nous pouvons considérer le syntagme complet comme un terme.

Les exemples présentés ci-dessus montrent le processus de terminologisation d'un syntagme pendant lequel ce dernier s'éloigne du sens plutôt général (le syntagme «cercle d'amis» se réfère à une expression métaphorique bien connue) vers un sens spécifique (le syntagme «cercle d'États amis» précise qu'il s'agit de gouvernements et le contexte nous aide à conclure que se sont les gouvernements des pays du voisinage).

³¹ Lepasant, G., «La Politique européenne de voisinage à l'épreuve de la crise ukrainienne, *Policy Paper n° 327*, Fondation Robert Schumann, 2014 <http://bit.ly/1rRhiwL> (page consultée le 1er juillet 2016)

³² Bonacquisti, G. «Vers une révision de la Politique européenne de voisinage: la Commission lance une consultation publique». *EU-LOGOS: le portail de référence pour l'espace de liberté, sécurité et justice*, 2015 <http://bit.ly/29DAs5h> (page consultée le 1er juillet 2016)

2.1.5. TERMINOGRAPHIE ET TRAVAIL TERMINOGRAPHIQUE

Dans son ouvrage *Constitution des données*, Daniel Gouadec a défini la terminographie comme étant une «activité de recensement, de constitution, de gestion et de diffusion des données terminologiques³³». La terminographie est donc une pratique étroitement liée à la terminologie. Son but principal est de recenser des données relatives aux termes selon les besoins des utilisateurs en mettant à leur disposition des outils-répertoires tels que les fiches, les glossaires, les dictionnaires, les banques de données, etc. Les terminologues sont ceux qui définissent les démarches de la terminographie en déterminant les critères d'exhaustivité, de fiabilité, de pertinence, etc. Ces démarches doivent être analysées et évaluées de façon à permettre une conduite optimale de la recherche terminologique³⁴. Ils donnent des indications théoriques et méthodologiques et codifient les données terminologiques, si besoin. Les terminographes, quant à eux, construisent des outils, définissent les modes et élaborent les démarches d'un travail terminographique dans le but de rassembler les données et de les gérer³⁵.

Il faut du temps pour concevoir une méthodologie du travail terminographique. Il s'agit d'un travail très élaboré, et qui exige beaucoup de temps et d'organisation, donc, il faut bien réfléchir sur la stratégie de la recherche des données terminologiques avant de commencer un tel travail. D'après L'Homme, le travail terminographique consiste en sept tâches³⁶ :

1. la mise en forme d'un corpus, c'est-à-dire, l'organisation des textes spécialisés qui fonctionnent comme une base pour le reste de la recherche
2. le repérage des termes, qui se fait à partir du corpus; le choix des termes dépend des objectifs définis en amont du projet terminographique
3. la collecte des données qui consiste à rassembler les éléments terminologiques qui serviront pour la description des termes: ce sont des contextes où ces termes apparaissent, et d'autres renseignements qui existent dans les dictionnaires, chez les spécialistes, etc.

³³ Gouadec, D. *Constitution des données*, AFNOR, Paris, 1990, p.20.

³⁴ *Id.* p.32

³⁵ *Id.* p. 43-44.

³⁶ L'Homme, M.-C., *La terminologie: principes et techniques*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2004, p. 53-54.

4. l'analyse et la synthèse des données : la prise des décisions sur les termes qui dépend de la connaissance que le terminographe possède de la langue. Il s'agit des décisions sur les distinctions sémantiques, des regroupements analogiques et la structure terminologique

5. l'encodage des données. Le terminographe inscrit les informations qu'il a obtenues au cours de sa recherche dans un article prévu à cette fin. Ce sont des renseignements tels que la définition, le contexte, les équivalents en terminographie bilingue ou multilingue

6. l'organisation des données terminologiques : le terminographe organise les termes qu'il a choisis selon des paramètres divers tels que le thème ou l'ordre alphabétique, etc.

7. la gestion des données terminologiques qui consiste en l'addition, la suppression et la correction des données selon l'évolution des usages,

S'il s'agit d'un projet multilingue, les quatre premières tâches se font dans chacune des langues concernées.

Il faut savoir aussi que le travail terminographique exige du temps et qu'on doit toujours essayer d'adapter son champ d'investigation au temps dont on dispose.

2.2. METHODOLOGIE DU TRAVAIL TERMINOGRAPHIQUE

2.2.1. .DOMAINE

Avant de décrire les termes et de commencer la collecte des données, le terminographe doit d'abord délimiter le domaine de spécialité, ce qui lui permet de sélectionner les termes et de circonscrire leur sens.³⁷

³⁷ L'Homme, M.-C., *La terminologie: principes et techniques*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2004, p. 54.

Selon Valérie Delavigne, en théorie de la terminologie «un domaine est construit à partir d'un système de concepts»³⁸. Cependant, en pratique, un domaine est postulé avant de construire la structure notionnelle. Il est toujours construit d'un point de vue particulier, et il n'existe pas en lui-même. Donc, on peut conclure qu'avant d'entreprendre le projet terminographique, le terminographe décide de quel point de vue il va délimiter le domaine qu'il compte décrire. Le but du projet dicte l'approche qu'il va appliquer et c'est à lui de choisir les concepts qui reflètent bien ce qu'il veut observer et de les systématiser. Par exemple, si le terminographe prépare un dictionnaire sur la pollution environnementale, il va probablement inclure des termes tels que *polluant*, *pollution*, *indice de pollution*, *gaz à effet de serre*, *dégradation des sols*, etc. Ainsi, le terminographe organise un système conceptuel, un domaine étant par conséquent défini comme «un ensemble organisé de concepts»³⁹.

Il n'est pas toujours facile de définir un domaine, pour des raisons différentes: Pour commencer, les domaines sont plus ou moins spécialisés et les frontières entre les domaines spécialisés et la langue courante sont floues. De plus, la délimitation des domaines dépend des langues et des cultures, donc, on doit connaître bien la langue de départ et la culture à laquelle cette langue appartient pour être capable de délimiter le domaine en question. En outre, un domaine dépend des autres domaines qui lui sont liés. On peut le considérer comme un réseau de nœuds de savoirs parce que toute science se réfère à d'autres sciences et de ce fait les domaines sont nécessairement liés entre eux⁴⁰. Le terminographe doit être conscient de cela au moment de sa décision, il doit réfléchir sur tous les domaines desquels dépend le domaine que fait l'objet de sa recherche. Pour terminer, il y a des domaines parfois multiples et hétérogènes, tel est cas du domaine qu'on a délimité dans notre mémoire.

La Politique européenne de voisinage est un exemple excellent de l'entrelacement des savoirs. Elle touche à la politique et à la géopolitique, au droit européen, à l'histoire, à la géographie, etc. Avant de repérer les termes, on a délimité notre domaine, et puis il a fallu faire une recherche pour s'informer bien sur tous les notions qui le décrivent.

Notre recherche nous a conduit à plusieurs textes intéressants pour notre domaine. Étant donné que la Politique européenne de voisinage est un produit de l'Union européenne, la plupart des textes qu'on a trouvés sur notre domaine étaient issus des institutions de l'UE. Puisqu'il s'agit d'une communauté multilingue, les textes qu'elle produit ont certaines

³⁸ Delavigne, V. *Le domaine aujourd'hui. Une notion à repenser*, UMR CNRS 6065 Dyalang, 2002, p. 6

³⁹ Béjoint, H., Thoiron, P., *op. cit.* (2000) p. 183.

⁴⁰ *Id.*, p. 7. et 10.

particularités linguistiques qui se reflètent dans la terminologie. Une des particularités les plus pertinentes est le fait que l'anglais «pénètre de plus en plus et s'insère dans de nombreux usages sous l'effet de l'internationalisation de l'économie et de la société»⁴¹. Les textes qu'on a traduits ainsi que les autres textes de notre corpus abondent en termes traduits de l'anglais et son influence est importante, en particulier «dans des pays où l'usage véhiculaire de cette langue est très limité»⁴², comme c'est le cas avec la Croatie et la langue croate. Pour cette raison, il était impossible de réaliser une traduction autochtone, et dans la plupart des cas, on a dû utiliser l'emprunt dans la traduction des formes abrégées des termes: TACIS, DCFTA, ou UfM sont seulement quelques-uns parmi les nombreux exemples d'emprunts figurant dans notre traduction.

2.2.2. CORPUS

Selon M. C. L'Homme, «la recherche terminographique repose principalement sur le contenu des textes de spécialité⁴³». Il s'agit des textes représentatifs du domaine dont le terminographe décide de décrire la terminologie: ils abondent en termes utilisés par les spécialistes de domaine en question, informent sur la fréquence et la répartition d'un terme et fournissent d'autres données terminologiques⁴⁴. Réunis ensemble, les textes représentatifs constituent un corpus. Avant d'être choisi pour constituer un corpus, les textes doivent satisfaire à de nombreuses conditions. Tout d'abord, ils doivent permettre de décrire d'une façon exhaustive le domaine choisi, c'est-à-dire, être pertinents. Ensuite, pour que notre corpus décrive tous les aspects du domaine concerné, les textes représentatifs devraient «provenir de sources diverses: journalistique, vulgarisation, information officielle au public, administration, texte scientifique, et autres, et fai[re] figurer des textes de divers degrés de spécialité⁴⁵». Les degrés de spécialité dépendent de l'auteur et du public visé par le texte: parfois un expert s'adresse à d'autres experts ou aux futurs spécialistes, et d'autre fois un

⁴¹ Truchot, C.: «L'anglais et les langues européennes» dans *Terminologie et traduction / Commission des Communautés européennes*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1985-2003 : 1991, p.93.

⁴² *Id.* p.94

⁴³ L'Homme, M.-C., *op. cit.* (2004) p. 119.

⁴⁴ *Id.*, p.119-120.

⁴⁵ Le Calvé-Ivičević, E., «Le système scolaire en Croatie au XIXème siècle: un voyage terminographique dans le temps et l'espace», dans : *Francontraste 2: la francophonie comme vecteur du transculturel*, CIPA, Mons, 2011, p. 207-216.

expert ou un non-expert s'adresse à une personne qui ne possède pas une connaissance préalable des thèmes traités dans le texte.

Puis, les textes devraient être récents. Même si cela dépend du projet que le terminographe compte conduire et que la nouveauté des textes n'est pas toujours primordiale, les textes actuels sont essentiels. Par ailleurs, on devrait choisir des textes dans chacune des langues qui fait partie du projet terminographique (dans notre cas, le français et le croate); Enfin, les textes choisis ne devraient pas en principe être des traductions (ils devraient être produits dans la langue en question⁴⁶).

Les textes que nous avons choisis pour les besoins de ce mémoire ont dû aussi remplir les conditions mentionnées. Il s'agit de textes pertinents qui analysent la Politique européenne de voisinage sous des angles divers et ensemble fournissent des informations essentielles pour la compréhension de cette politique. Les textes sont écrits en français et en anglais, même si on n'a pas pu éviter quelques traductions. Ils proviennent de sources diverses: ce sont des textes produits par la Commission européenne ou par des chercheurs, qui sont destinés à la fois aux experts et au public. Néanmoins, on peut aussi trouver quelques textes écrits par des non-experts et s'adressant aux personnes ne possédant pas de connaissance des thèmes abordés.

La plupart de nos textes sont des textes récents, mais il y en a aussi quelques-uns qui ne sont pas très actuels (ils datent des années 2007 ou 2009 par exemple) mais que nous avons décidé d'utiliser parce qu'ils donnent accès aux informations qui rendent possible au public de non-spécialistes de suivre l'évolution des notions liées à la Politique européenne de voisinage. Par exemple, une des notions utiles d'une des étapes déjà terminées de la PEV est la notion du Partenariat euro-méditerranéen (EuroMed). L'Union pour la Méditerranée remplace aujourd'hui ce partenariat, mais parfois on utilise toujours l'appellation EuroMed pour faire référence à l'UpM. Pour cette raison, nous avons inclus Partenariat EuroMed et d'autres termes similaires dans le glossaire et les fiches terminologiques que nous avons rédigées.

Étant donné que le corpus constitué pour notre projet terminographique se compose de textes en français et en croate, on peut conclure qu'il s'agit d'un corpus bilingue, c'est-à-dire, il est rassemblé de textes en deux langues. Les corpus qui comprennent des textes en deux ou plusieurs langues sont aussi appelés les corpus multilingues et il en existe deux types: les corpus parallèles, composés de textes et de leurs traductions, et les corpus comparables,

⁴⁶ L'Homme, M.-C, *op. cit.* (2004) p. 126-127.

consistant en textes ayant quelques particularités communes⁴⁷. Notre corpus est une combinaison de ces deux types : il y a des textes publiés par la Commission européenne qui offrent des traductions de textes originaux, mais aussi il y a quelques textes trouvés dans la revue mensuelle francophone de prospective *Futuribles*.

On peut remarquer que notre corpus provient de sources électroniques. D'après L. Bowker, les ressources électroniques se sont montrées très avantageuses «pour faire des recherches terminologiques ponctuelles dans les domaines qui évoluent rapidement⁴⁸», comme le nôtre. Le domaine de la Politique européenne de voisinage est en changement constant et il est très important d'avoir des réponses immédiates aux problèmes terminologiques concrets qui se posent de temps en temps.

2.2.3. GLOSSAIRE

Dictionnaire de français en ligne *Larousse* définit le glossaire de la façon suivante: «nom donné à certains dictionnaires alphabétiques portant sur un domaine spécialisé ou à certains dictionnaires bilingues».

Cette définition peut s'appliquer parfaitement au glossaire que nous avons élaboré pour notre projet terminographique. Il s'agit d'un petit dictionnaire, ou mieux, d'une liste alphabétique de termes portant sur le domaine de la Politique européenne de voisinage.

Les glossaires peuvent être monolingues, bilingues, ou même plurilingues, cela dépend des objectifs de travail que le terminographe décide d'entreprendre. Le nôtre est bilingue, français-croate, parce que nous avons décidé de faire un projet terminographique, ayant pour but d'offrir en croate des données terminologiques décrivant le domaine de la Politique européenne de voisinage.

Notre glossaire est constitué à partir de termes repérés dans des textes différents sur ce thème, écrits en français et en croate. Nous avons utilisé des termes qui se réfèrent à la Politique européenne de voisinage depuis son existence jusqu'au présent, faisant ainsi

⁴⁷ Goeuriot, L., *Découverte et caractérisation des corpus comparables spécialisés. Interface homme-machine [cs.HC]*. Thèse pour le doctorat en informatique, Université de Nantes, Nantes, 2009, p. v.

⁴⁸ Bowker, L. *Exploitation de corpus pour la recherche terminologique ponctuelle*. Terminologies Nouvelles, 2000, p. 22.

référence aussi aux concepts qui n'existent plus aujourd'hui, mais qui sont mentionnés dans le texte que nous avons traduit ou dans de nombreux autres textes concernant ce domaine. Tel est le cas avec *Partenariat EuroMed* que nous avons déjà mentionné dans la section dédiée à corpus, mais aussi avec des termes comme *Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)* qui est remplacé aujourd'hui par *Instrument européen de voisinage (IEV)*, *Programme communautaire d'assistance à la restructuration économique des pays d'Europe centrale et orientale (PHARE)*, *Assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation (CARDS)*, etc.

2.2.4. FICHES TERMINOLOGIQUES

On a pu observer dans le chapitre sur le travail terminographique qu'il consiste en la constitution de bases de données qui rassemblent des informations sur les termes d'un domaine du savoir. L'unité de base du travail terminographique est la fiche terminologique, qui est aussi l'instrument et la finalité du travail terminographique⁴⁹. Les renseignements dans la fiche terminologique standard peuvent être groupés en deux séries: «les champs qui offrent des informations sur le concept, et les champs qui offrent des informations sur le terme⁵⁰». Le premier groupe englobe les champs tels que: le terme vedette (la désignation qui couvre le concept qu'on analyse), la valeur grammaticale du terme, l'étymologie, le statut et l'équivalent dans une ou plusieurs langues. Le deuxième groupe se rapporte aux champs tels que le domaine, le sous-domaine, la définition, la représentation du concept, les relations entre le concept (les relations d'hypéronymie, hyponymie, co-hyponymie, holonymie, méronymie, etc), le contexte, la note linguistique, etc⁵¹.

Dans nos fiches terminologiques, nous avons fait une combinaison entre les deux groupes: nous avons fourni des renseignements sur le terme vedette, la valeur grammaticale, le domaine, le sous-domaine, la définition, les hypéronymes et les relations du terme avec les hypéronymes, les isonymes, les synonymes, le contexte du terme, la note linguistique. Nous avons aussi ajouté la forme abrégée et les collocations. Comme il s'agit d'une fiche bilingue,

⁴⁹ Pitar, M. «La fiche terminographique-expansion et applications», *Scientific Bulletin of the «Politehnica» University of Timișoara. Transactions on Modern Languages*, vol. 10, n° 1-2, 2011, p. 70.

⁵⁰ *Ibid.*.

⁵¹ *Id.* p. 71-72.

nous avons également ajouté l'équivalent, la catégorie grammaticale de l'équivalent, les sources de l'équivalent et le contexte de l'équivalent.

2.2.5. ARBORESCENCE

En terminologie, l'arborescence est un arbre qui décrit un domaine de savoir. La structure du domaine est appelée ainsi due à sa forme arborescente, ou pyramidale, de ses notions clés et des relations que ces notions entretiennent entre elles.⁵²

Selon M. N. Zafio, on peut distinguer parmi deux types d'arbre de domaine: *l'arborescence verticale* et *l'arborescence horizontale*. L'arborescence verticale présente généralement un arbre dont le sommet se situe au point le plus haut du schéma, même si elle admet une variante dont le sommet se situe au bas du schéma. Dans le cas de l'arborescence horizontale, le sommet se situe dans l'espace le plus à la gauche de la page⁵³.

«Ce sont les relations, les liens concrets entre les thèmes et les catégories d'objets qui constituent l'ossature⁵⁴» d'un arbre de domaine. D'après *Le Pavel: didacticiel de terminologie*, il existe deux types de relation entre les notions: les relations hiérarchiques (génériques et partitives) ou non-hiérarchiques (associatives). Les relations génériques sont caractérisées par un concept superordonné et des concepts subordonnés du même niveau qui héritent les caractéristiques du concept superordonné. Dans les relations partitives, les concepts subordonnés qui composent le concept superordonné n'héritent pas ses caractéristiques. Dans les deux cas, les concepts subordonnés sont de même niveau et ainsi sont désignés *concepts coordonnés*. Quant aux relations non-hiérarchiques, c'est-à-dire associatives, les concepts ne partagent pas nécessairement des caractéristiques essentielles mais sont associés en réseau par leur proximité spatiale ou temporelle⁵⁵.

Les unités terminologiques qui désignent les relations entre les notions constituent la nomenclature terminologique à étudier, et en terminologie comparée, on utilise le même

⁵² Zafio, M. N., «L'arbre de domaine en terminologie», *Meta: journal des traducteurs*, vol. 30, n°2, 1985, p. 161.

⁵³ *Id.*, p. 164.

⁵⁴ CST, *op. cit.* p. 53.

⁵⁵ *Le Pavel: didacticiel de terminologie: «2.4. Les concepts et leurs relations»*. <http://bit.ly/2bfHG3L> (page consultée le 15 avril 2016)

arbre conceptuel pour établir la nomenclature terminologique pour chacune des langues en contact⁵⁶.

Notre arborescence est de caractère horizontal parce que son sommet, le terme *Politique européenne de voisinage*, se trouve dans le point le plus à la gauche de la page, et elle progresse vers la partie droite de la page. Cet arbre de domaine est constitué d'une combinaison entre les relations génériques (par exemple, *pays du voisinage européen- pays du voisinage méridional/oriental*), partitives (par instance *assistance technique - TACIS, Twinning, TAIEX*) et les relations associatives (par ex. *Conseil européen – Commission européenne*).

3. PARTIE PRATIQUE

3.1. TRADUCTION CROATE

Quelles limites pour l'UE : Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable ?

- napisao Jean-François Drevet

3. Europska politika susjedstva (EPS)

Članak 8§1 Lisabonskog ugovora navodi kako «Unija sa susjednim zemljama razvija posebne veze, s ciljem stvaranja prostora u kojem vladaju prosperitet i dobrosusjedski odnosi, utemeljenog na vrijednostima Unije i koji karakteriziraju bliski i miroljubivi odnosi koji

⁵⁶ Pavel, S., Nolet, D., *op. cit.*, p. 43.

počivaju na suradnji⁵⁷». Njime se politika susjedstva svrstava među zajedničke politike i postavljaju joj se temelji na «vrijednostima Unije».

Provedba EPS-a započela je 2003. godine, prije ugovora, koji je stupio na snagu 2009. godine, tako da njezini rezultati obuhvaćaju jedno desetljeće. Jesu li ispunili početna očekivanja? S obzirom na to da ju se smatra previše eurocentričnom i defenzivnom, je li možda EPS «*underperforming*»⁵⁸?

3.1. Alternativa proširenju

Sve do kraja osamdesetih godina prošlog stoljeća, Europska zajednica nije se morala previše zabrinjavati oko svog susjedstva. Na istoku, postojanje željezne zavjese ograničavalo je odnose na povlašteni tržišni režim za istočnu Njemačku i na početak suradnje s Jugoslavijom. Na jugu, Bruxelles je u sedamdesetima zaključio sporazume o pridruživanju, kako bi «europeizirao» carinske povlastice koje su neke zemlje članice davale bivšim kolonijama i kako bi pružio financijsku pomoć ZJIM-u⁵⁹.

Tijekom devedesetih godina, nakon pada Berlinskog zida, odnosi se razvijaju u kontekstu priprema za proširenje. Na istoku, EU potpisuje sporazume o partnerstvu (s bivšim SSSR-om) i stabilizaciji (sa zemljama Balkana) i razvija programe pomoći (PHARE prije nego što je postao pretpristupni instrument i TACIS za bivše sovjetske republike⁶⁰). Na jugu se od 1995. godine pokušavaju modernizirati odnosi sa ZJIM-om u okviru Barcelonskog procesa.

Krajem 2002. godine, ugovor o pristupanju je spreman za potpisivanje s 10 budućih država članica (Rumunjska i Bugarska su bile na rasporedu za 2007. godinu). EU očekuje novi val kandidatura koji bi se priključio već postojećem, a obuhvaća Tursku i zemlje zapadnog Balkana, odnosno novo proširenje koje bi se po opsegu moglo usporediti s prošlim. Odlučuje

⁵⁷ Christophe Hillion, «The EU neighbourhood competence under article 8 TEU» («Mjerodavnost EU-a po pitanju susjedstva pod člankom 8 UEU-a»), *Policy Paper No. 69, Notre Europe- Institut Jacques Delors*, 19. veljače 2013, str. 7.

⁵⁸ Michelle Comelli «Potential and limits of EU policies in the neighbourhood» («Potencijal i granice politika EU-a u susjedstvu»), *Policy Paper No. 68, Notre Europe- Institut Jacques Delors*, 19. veljače 2013, str. 5.

⁵⁹ Zemlje južnog i istočnog Mediterana (ZJIM), trenutno: Maroko, Alžir, Tunis, Libija, Egipat, Jordan, Izrael, Palestinska samouprava, Libanon i Sirija.

⁶⁰ SSSR su činile 15 Federalnih republika. Izuzev tri baltičke zemlje, ostale republike, kao i Mongolija, ispunile su uvjete za TACIS.

ponuditi susjednim zemljama⁶¹ model približavanja koji će omogućiti da se odgode, ako ne i obeshrabre, nove kandidature.

Osmišljena od skupine stručnjaka koja je prethodno provela sedam godina pripremajući pristupanja 2004-2007, EPS je dakle, u svom početnom obliku, slična politici proširenja. Izrazito je eurocentrična: zagovarajući «političko udruženje i gospodarsku integraciju», EU postavlja idealnu europsku državu kao željeni model, u pogledu vrijednosti kao i u pogledu gospodarskog i političkog upravljanja. EPS podrazumijeva političke uvjete: kao što to vrijedi i za zemlje kandidatkinje, odnosi s EU-om podliježu demokratskim zahtjevima. Naposljetku, usredotočena je na usvojenje pravne stečevine, čime se predviđa «izvoz» europskih zakona, posebice u sektor jedinstvenog tržišta, što predstavlja korak dalje od onog što je potrebno kako bi se osiguralo gospodarsko približavanje.

Kao što je ukazao Romano Prodi, to je «sve osim pristupanja». Za EU, prednost je što se ne mora uključiti u novi val kandidatura: umjesto toga, svim susjedima, onima koji mogu pristupiti, ali i drugima, nudi shemu približavanja, otvarajući povlašteni pristup «svom dvorištu», koji pak ne nudi veliku tržišnu (otvaranje zajedničkog tržišta je već većim dijelom postignuto) ili proračunsku (na raspolaganju nema dodatnih financijskih sredstava) prednost. Usto, nema govora o slobodnom kretanju osoba, jako osjetljivom pitanju i za jednu i za drugu stranu.

Onima koji se žele kandidirati je tako dana prilika da se odvaže na taj put, iako krajnji cilj još uvijek nije preciziran. Drugima to pak znači prihvaćanje menija «à la carte», koji omogućuje suradnju s EU-om oko tema koje su od zajedničkog interesa, u skladu s potrebama.

3.2. Osvrt na desetljeće: ambicije i rezultati

Mašinerija koja je pokrenuta 2003. godine izradila je popriličan broj strateških dokumenata i akcijskih planova. Iako je teško izmjeriti koliko je pridonijela uhodavanju već postojećih sporazuma i prethodno pokrenutih financijskih instrumenata, pokrenula je poprilično snažan razvoj praksi započetih sporazumima o partnerstvu i udruženju.

Više puta su je dorađivali, prije svega kako bi se u obzir uzeo novi kontekst koji je nastao nakon Arapskog proljeća. Godine 2011, EU je predložila načelo «more for more»: više

⁶¹ 16 zemalja: 6 zemalja Istočnog partnerstva (Bjelorusija, Ukrajina, Moldavija, kojima su naknadno dodane Gruzija, Armenija i Azerbejdžan) i deset ZJIM-a.

demokracije, više podrške Zajednice, kao protutežu načelu «less for less» koji primjenjuje prema diktatorskim zemljama kao što je Bjelorusija ili još više Sirija. Uostalom, situacija se razvila, jednako toliko u EU-u, koja je prodrmana gospodarskom krizom i monetarnim olujama, koliko i izvan njezinih granica, gdje ona nailazi na nove konkurencije. Stoga brojni promatrači smatraju kako bi bilo potrebno provesti duboku reevaluaciju EPS-a.

Usto što se povećao broj sastanaka, koji usrećuju rotirajuća predsjedništva, i što su se angažirale nove službe EU-a za vanjske poslove, kako možemo procijeniti rezultate, posebice po pitanju jačanja suradnje i rješavanja sukoba?

U ožujku 2013. godine, Komisija je izradila procjenu svoga rada, čije ćemo glavne elemente⁶² analizirati u daljnjem tekstu: političke, gospodarske, migracijske i proračunske. Analize koje se usredotočuju na specifične sektore obradit će se u posljednjem poglavlju.

Kao što je to bio slučaj s pripremom za proširenje, «demokratski zahtjev» je bio upisan u dokumente EPS-a i jasnije naglašen 2011. godine, do te mjere da je postao jedan od uvjeta za jačanje odnosa.

Budući da su srednjoeuropske zemlje kandidatkinje bez većih problema zadovoljile političke kriterije, EU je, uvjerena u širenje demokracije izvan svojih granica, bila jako optimistična. No, rezultat nije na visini očekivanja. Tek su neke od zemalja EPS-a na tom putu. Rezultati su slabašni i ponekad reverzibilni, uključujući i za Izrael, jedinu demokraciju u pravom smislu te riječi, no kritiziranu za svoje djelovanje na okupiranim područjima. Iako sročeni diplomatskim rječnikom, izvještaj iz 2013. godine naglašava «rastući nerazmjer u demokratskim reformama kod susjednih zemalja».

Zemlje EPS-a nisu jako dobro pozicionirane u procjenama nezavisnih organizacija. Njihov indeks demokracije ih stavlja u drugu polovicu rang-ljestvice (devet od šesnaest zemalja su ispod prosjeka). Po pitanju korupcije nalaze se još niže na ljestvici, uz bok nekim jako lošim učenicima, na istoku kao i na jugu (Azerbejdžan, Ukrajina, Libija, Sirija).

⁶² Europska komisija i visoka predstavica EU-a za vanjske poslove i sigurnosnu politiku, *Politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat (Europska politika susjedstva: prema jačanju partnerstva)* JOIN (2013) 4 final, Bruxelles, 20. ožujka 2013. godine, 22. str.

Tablica br. 1: jako prosječni rezultati demokracije

ZEMLJA	INDEKS DEMOKRACIJE ⁱ 2012.		INDEKS KORUPCIJE ⁱⁱ U 2012.	
	RANG	REZULTAT	RANG	REZULTAT
Maroko	115	4.07	88	37
Alžir	118	3.83	105	34
Tunis	90	5.67	75	41
Libija	95	5.15	160	21
Egipat	109	4.56	118	32
Jordan	121	3.76	58	48
Izrael	37	7.53	39	60
Palestina	103	4.80		
Libanon	99	5.05	128	30
Sirija	164	1.63	144	26
Azerbejdžan	139	3.15	139	27
Armenija	114	4.09	105	34
Gruzija	93	5.53	51	52
Ukrajina	80	5.91	144	26
Moldavija	67	6.32	94	36
Bjelorusija	141	3.04	123	31

i. *Economic Intelligence Unit, Democracy index 2012* (rangiranje 167 zemalja, bodovanje od 0 do 10).

ii. *Transparency International, Korupcija u javnom sektoru u 2012* (rangiranje 176 zemalja, bodovanje od 0 do 100).

Izvori: EIU i *Transparency international*

EU se prilagodila: u praksi je Wilsonov idealizam EPS-a morao popustiti pred Metternichovim realizmom. Suočena sa zemljama u poziciji molitelja, u kakvoj su bile zemlje kandidatkinje, bilo je jednostavno nametnuti kopenhaške kriterije. No, budući da je sama EU u situaciji energetske ovisnosti, a trebaju joj susjedi u borbi protiv ilegalne imigracije, organiziranog kriminala ili terorizma, mora smanjiti zahtjeve. Nakon atentata 11. rujna i

napada koji su uslijedili u Madridu i Londonu, trebalo je zatvoriti oči pred represivnim zakonima koje su usvojile ZJIM i postupcima njihovih vlada, koje su iskoristile protu-terorističku borbu kako bi učvrstile svoju vlast.

Revizija iz 2013. godine zagovara podršku Zajednice civilnom društvu, s ciljem zaobilaženja suzdržanosti umiješanih vlada, koje na to gledaju s nepovjerenjem, ako ne i s neprijateljstvom. EU je tako pojačala kontakte s nevladinim organizacijama (NVO) koje interveniraju u Bjelorusiji ili u Ukrajini i namjerava ih razviti u ZJIM-u, gdje je to još teži zadatak.

U usporedbi sa Sjedinjenim Američkim Državama, koje sada mogu surađivati s Latinskom Amerikom koja je praktički u potpunosti prihvatila demokraciju⁶³, situacija u Europi nije jako ugodna, a takvom će i ostati, sve dok demokracija ne bude dugoročno ukorijenjena u barem šest susjednih zemalja.

Moglo se očekivati kako će s EPS-om EU dobiti dodatan utjecaj u rješavanju sukoba u susjedstvu, zamrznutih ili ne, koji i dalje utječu na nekoliko kvalificiranih zemalja. Tu su također rezultati daleko ispod očekivanja. Želja za stvaranjem «kruga prijatelja» nije se konkretizirala. Iako se kvalificirane zemlje pristaju sastajati na multilateralnim forumima, na kojima htjele ne htjele sudjeluju u nekoliko zajedničkih operacija (kao što je operacija u zaljevu Crnog mora ili na Sredozemlju), bilateralni antagonizmi nisu izgubili na žestini.

EU je možda uspjela ograničiti učinke transdnjestarskog odcjepljenja, no nije mogla puno učiniti za Gruziju za vrijeme njezinog sukoba s Rusijom u ljeto 2008. godine, kao što nije uspjela ni spriječiti Izrael da tijekom svoje operacije «Lijevano olovo» u Gazi uništi infrastrukture koje je financirala. No kako očekivati rješenje situacije na Kavkazu kada EU ne uspijeva osigurati poštivanje međunarodnog zakona na vlastitom teritoriju, kao što je to slučaj sa sjevernim Ciprom?

U odnosu na ukupan broj njezinih razmjena, trgovina EU-a s kvalificiranim zemljama za EPS nije od velike važnosti (6,8%), no akumulira značajne viškove (22 milijarde eura kroz prvih 10 mjeseci 2012. godine).

Među 16 zemalja EPS-a, 10 ih se pridružilo Svjetskoj trgovinskoj organizaciji (WTO). Ostale⁶⁴ imaju status promatrača i nisu se još spremne upustiti u postupak punopravnog pristupanja. Stope carinske zaštite u ZJIM-u su još uvijek jako visoke, a i brojne su prepreke

⁶³ Razvoj događaja koji Washington nije uvijek poticao, posebice tijekom hladnog rata

⁶⁴ Alžir, Azerbejdžan, Bjelorusija, Libanon, Libija i Sirija

koje nisu vezane uz carinu. U zemljama Istočnog partnerstva gdje su stope carinske zaštite niže od 10% situacija je bolja (u 2011. godini prosjek EU-a bio je 5,3%).

Povećanje razmjena služi zajedničkom interesu, posebice za EU-u koja je u tom pogledu otvorenija od svojih partnera. Nakon što je postao zagovornikom slobodne trgovine, Bruxelles je širenje pravila jedinstvenog tržišta pretvorio u ključni element svojih prijedloga. U oba slučaja, rezultati nisu na visini očekivanja⁶⁵.

Godine 1995. je, u sklopu Barcelonskog procesa, ZJIM-u predložena slobodna trgovina do 2010. godine: uklanjanje carinskih barijera, (WTO minus) za proizvedenu robu i zadržavanje najvećeg dijela poljoprivrednih zaštita, s postojećim povlaštenim režimom za ZJIM. Samo su četiri arapske zemlje (Egipat, Jordan, Tunis, Maroko) pristale na izazov potpisavši sporazum iz Agadira, no on pokriva samo 4% njihovih razmjena.

Postupak liberalizacije se suočava s brojnim političkim i administrativnim teškoćama: carinske stope su važan izvor sredstava za nacionalne proračune i proizvode sigurnu dobit određenim utjecajnim krugovima.

Tablica 2: poredak zemalja EPS-a u međunarodnoj konkurenciji

SUSJEDNE ZEMLJE	STATUS I GODINA PRISTUPANJA U WTO	ISKORIŠTENA PRAVA ¹ U 2011.	INDEKS KONKURENTNOSTI ^{II} U 2012.	
		%	RANG	REZULTAT
Maroko	1995.	14,3	70	4,15
Alžir	promatrač	18,6	110	3,72
Tunis	1995.	16,0		
Libye	promatrač		113	3,68
Égipat	1995.	16,8	107	3,73
Jordan	2000.	10,0	64	4,23
Izrael	1995.		26	5,02
Palestina	Izraelski carinski režim			

⁶⁵ Iana Dreyer, «La politique commerciale de l'UE dans son voisinage. Vers des Accords de libre-échange approfondis et complets» («Trgovinska politika EU u susjedstvu. Prema produbljenim i dovršenim Sporazumima slobodne trgovine»), *Études et recherche n° 90, Notre Europe- Institut Jacques Delors*, svibanj 2015, str. 70.

Libanon	promatrač	6,3	91	3,88
Sirija	promatrač			
Azerbejdžan	promatrač	9,0	46	4,41
Armenija	2003.		82	4,02
Gruzija	2000.	1,5	77	4,07
Ukrajina	2008.	4,5	73	4,14
Moldavija	2001.	4,6	87	3,94
Bjelorusija	promatrač	9,8		

- i. WTO, Izvještaj o svjetskoj trgovini u 2012 (prosjeck iskorištenih prava u 2011.).
ii. Svjetski ekonomski forum, *The Global Competitiveness Index 2012-2013*. (rangiranje 144 zemlje, bodovanje od 1 do 7).
Izvori : WTO i Svjetski ekonomski forum

Kada je zemljama Istočnog partnerstva 2008. godine i zatim 2011. godine ZJIM-u koje su potpisale sporazum iz Agadira, ponudila detaljno i sveobuhvatno područje slobodne trgovine (DCFTA: *Deep comprehensive free trade area*), EU je priznala kako je uvođenje pravila jedinstvenog tržišta nedostižan cilj te kako možda čak i ne ide u korist brojnim zemljama EPS-a. Trenutno je cilj težiti ukidanju obveze plaćanja carine s obje strane (dakle u osnovi u ZJIM-u), pojednostavniti provedbu pravila o podrijetlu (koja su uvelike zapriječila put liberalizaciji trgovine) i eliminirati ostale ne-carinske prepreke. EU također zahtjeva od svojih partnera bolju zaštitu ulaganja i početak liberalizacije uslužnog sektora. S druge strane, još uvijek nema riječi o potpunoj liberalizaciji poljoprivredne trgovine, niti o slobodnom kretanju radnika.

Zapravo, ostvarenje istinske liberalizacije razmjena podrazumijeva ozbiljne reforme, koje susjedne zemlje, itekako svjesne manjkavosti svojih gospodarstava, nisu spremne tako skoro provesti. Kao što tome svjedoče indeksi konkurentnosti u gore navedenoj tablici, koji pak nisu osmišljeni prema strogim kriterijima, njihovo potpuno uključanje u globalizaciju je još uvijek dalek cilj.

Migracijski se problem⁶⁶ pak nalazi na posebice osjetljivom raskrižju zajedničkih unutarnjih i vanjskih politika. Podlegnuvši restriktivnim ponašanjima svojih članica, EU se suočila s rastućim pritiscima na svojim vanjskim granicama, protiv kojih se borila modernizacijom kontrola. S obzirom na to da uspješna provedba migracijske politike ovisi također o dobroj

⁶⁶ Sergio Carrera, Joanna Parkin i Leonard den Hertog, «La politique migratoire de l'UE après le printemps arabe: les pièges de la diplomatie Affaires intérieures» («Migracijska politika EU-a nakon Arapskog proljeća: zamke diplomacije Unutarnjih poslova»), *Policy Paper No. 74, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, 26. veljače 2013.

volji susjednih zemalja, Bruxelles je zaključio sporazume o ponovnom prihvatu, kako bi obvezao te zemlje da opet prihvate ilegalne imigrante koji su prošli kroz njihov teritorij. Zauzvrat je obećao povećati kvote za vize ponuđene tim zemljama. Tri su sporazuma potpisana sa zemljama EPS-a (Gruzija, Moldavija i Ukrajina) i pet ih je u postupku pregovora (Azerbejdžan, Alžir, Armenija, Bjelorusija i Maroko). Taj kompromis, koji je povećao učinkovitost organizacija zaduženih za kontrolu vanjskih granica (Agencija FRONTEX), predmet je brojnih kritika. Od 2011. godine, Komisija zastupa globalni pristup koji treće zemlje još uvijek smatraju pretjerano defenzivnim.

Migracijska politika EU-a bi trebala više odražavati srednjoročne i dugoročne potrebe svojih država članica i periferije nego kratkoročne preokupacije nacionalnih ministara unutarnjih poslova. Uostalom, sve dok politike integracije migranata, za koje su zadužene države članice, ne postanu dovoljno učinkovite, bit će teško ići naprijed, jer migracijski rezervoar koji se nalazi na periferijama Europe joj ne nudi iste pogodnosti koje Latinska Amerika nudi Sjedinjenim Američkim Državama.

U periodu između 2007. i 2012. godine, EU je dodijelila 10,5 milijardi eura financijske pomoći 16 zemalja kvalificiranih za EPS, tj. otprilike 5€ po stanovniku godišnje, što nije puno veća svota od one koju je dodijelila u periodu između 2000. i 2006. godine. Razlike u financiranju po zemlji rezultat su političkih prioriteta (Palestina prima 85,6 € po stanovniku godišnje), mogućnosti usvajanja (Alžiru je dodijeljeno 1,5 € po stanovniku godišnje) i razlike u životnom standardu (Izrael prima samo 0,24 € po stanovniku godišnje, zbog svog stupnja razvoja). Izgleda kao da ZJIM primaju više od zemalja Istočnog partnerstva (4,8 umjesto 4,4 po stanovniku godišnje). No, ako se izuzme Palestina, Jug je u gorem položaju od Istoka (3,2 umjesto 4,4 € po stanovniku godišnje), što je već bio slučaj u periodu između 2000. i 2006. godine.

U periodu između 2010. i 2011. godine, prema podacima Odbora za pomoć u razvoju (DAC) OECD-a, 18,6% pomoći dodijeljene zemljama EPS-a, odnosno polovicu ako se dodaju doprinosi država članica je isplatila EU. Sjedinjene Američke Države osiguravaju malo manje od četvrtine sredstava (23,6%), a arapski fondovi samo 12,7 %. Prvo mjesto zauzimaju samo u Egiptu, no njihovi drugi doprinosi, koji nisu u skladu s kriterijima OECD-a, daju im važnu ulogu u muslimanskim zemljama, jer ne daju ništa drugima.

Čini se da europska pomoć «podliježe najbrojnijim uvjetima»: arapski fondovi⁶⁷, Turska⁶⁸ i Kina se ne opterećuju demokratskim kriterijima. Ipak, ponuda Bruxellesa «more for more» ne stavlja visoku cijenu na demokraciju: najvrjednije zemlje po tom pitanju primaju bonus od samo 10% na gore navedene kvote po stanovniku i godišnje.

3.3. Prevaga bilateralnih odnosa

Kao što je to bio slučaj s Procesom iz Barcelone, EU je namjeravala organizirati svoj pristup i «multilateralizirati» odnose okupljanjem svojih partnera, koji tome pak nisu naklonjeni: zemlje Istočnog partnerstva nisu nostalgичne prema SSSR-u i iskustvo Arapske lige svjedoči tome kako ZJIM ne pokazuju veliki interes za nekom, makar i minimalnom koordinacijom. Uostalom, mnogi su susjedni odnosi u zemljama periferije poprilično nategnuti, a to utječe na multilateralnu suradnju.

U odnosu s Bruxellesom, svaka zemlja nastoji slijediti svoj vlastiti put, u skladu s onim što se prije postiglo, odnoseći se s nepovjerenjem prema drugima, na koje se gleda kao na konkurenciju, dapače kao na suparnike. Iz tog razloga apeliranje na povećanje razmjena između kvalificiranih zemalja i na stvaranje euro-mediteranske slobodne trgovinske zone u 2010. godini ne nalazi odjeka, kao ni «velika arapska zona slobodne trgovine», koja je prvotno bila u planu za 2015. godinu.

Snaga privlačnosti EU varira. Dok primjerice Magreb većinom trguje sa zemljama EU-a, isto ne vrijedi za Bliski istok. Zemlje Istočnog partnerstva su neravnomjerno orijentirane prema Bruxellesu, što je posljedica velikog utjecaja Rusije i konkurencije koju predstavljaju azijske zemlje. Dakle, povlaštenu odnos s EU-om nema istu težinu za sve zemlje EPS-a. Za Magreb je on od velike važnosti, za zemlje Istočnog partnerstva je značajan, dok je za Mašrek od sekundarne važnosti.

3.3.1. EPS i Jug: od «arapskog proljeća» do «islamističke zime»?

Još od kraja kolonijalnog doba, odnosi između dvije obale Mediterana počivali su na implicitnom kompromisu. Na neprekidna kršenja demokracije i ljudskih prava, Europa je odgovarala tek bezopasnim kritikama. Zauzvrat, arapske zemlje su provodile umjerene vanjske politike i nisu previše zazirale od pružanja pomoći svojim susjedima na sjeveru u

⁶⁷ Uvjetovanost određenih arapskih fondova osniva se na religijskim kriterijima

⁶⁸ U periodu između 2010. i 2011. godine, Turska je prešla sa statusa neto primatelja ODA-a (1047 milijuna \$ primljenih u 2010. godini, 839 u 2011. godini) na status neto davatelja: 967 milijuna \$ u 2010. godini, 1273 u 2011. godini (Izvor: OECD, Statistike DAC-a).

borbi protiv terorizma. Samo se Libija upustila u rizične pothvate, prije nego ju je opametila kazna koju joj je Washington odredio 1986. godine. Otkada je završio hladni rat, čak su najmilitantnije zemlje zadržale miran pristup, unatoč izraelskim provokacijama u okupiranim teritorijima i inicijativama Sjedinjenih Američkih Država u Iraku.

U svjetlu toga, opseg djelovanja EU-a bio je ograničen. Od Globalne mediteranske politike Edgarda Pisanija osamdesetih godina do Deklaracije iz Barcelone (1995. godina), ona je rezignirano prihvatila činjenicu kako neće moći multilateralizirati odnose među mediteranskim zemljama. Kao što je to bio slučaj i s ostalima, EU je Arapsko proljeće iznenadilo, jednako kao i njegov prelazak u ono što su neki promatrači već nazvali «islamističkom zimom».

Zbog poteškoća u odvajanju političkog od vjerskog u kombinaciji s iluzijom kako će profitirati od «arapsko-muslimanske iznimnosti», koja bi ponudila poseban put prema modernitetu, društvo gaji tradicionalistički i konzervativan pogled na život⁶⁹. U zemljama s tek jako ograničenim iskustvom demokracije⁷⁰, ne iznenađuje činjenica da veliki broj glasača svoje glasove daje autoritativnim strankama. Ta tendencija je tim više naglašena tamo gdje su društveni pokazatelji na zabrinjavajućoj razini, kao što to potvrđuje nepovoljan rezultat arapskih zemalja u Indeksu društvenog razvoja (HDI), posebice stopa pismenosti odraslih osoba. Kvalitativne analize koje je Program Ujedinjenih naroda za razvoj (UNDP) proveo nad obrazovnim sustavima otkrivaju njihove loše rezultate, posebice u zemljama u kojima su ti sustavi bili povjereni vjerskim institucijama. Snaga diskriminacije (posebice prema ženama) se manifestira jako niskim prihodima kao i niskom stručnom spremom značajnog dijela populacije.

Potrebno je također uzeti u obzir fundamentalističku propagandu koju financiraju Iran i naftne monarhije Arapsko-perzijskog zaljeva, koji zagovaraju formalistički i netolerantni političko-vjerski diskurs. Postoji jaka težnja prema razvoju islamističkih autoritativnih, pa i totalitarnih režima, iako nije sigurno da će odnijeti pobjedu. Također, budući da ne uspijevaju djelovati na osnove gospodarstva, novim čelnicima je primamljivo uključiti se u vjerski aktivizam, kako bi učvrstili svoju vlast i u isto vrijeme prikrili svoje skromne rezultate.

⁶⁹ To je ono što potvrđuju brojna ispitivanja javnog mnijenja, posebice ona koja je proveo *Le Monde* 16. studenog 2011. godine u svom članku «Les ressorts de la popularité des islamistes en Égypte» («Porijeklo popularnosti islamista u Egiptu»).

⁷⁰ Haizam Amirah Fernández i Timo Behr, «Le printemps raté de la politique méditerranéenne de l'UE» («Propušteno proljeće mediteranske politike EU-a»), *Policy paper No.70, Notre Europe- Institut Jacques Delors*, 19. veljače 2013. godine, str. 6.

Kao što su to pokazali komunistički režimi, vođenje gospodarstva na ideološkim osnovama nije dugoročno jako učinkovito rješenje. Fundamentalistički režimi Irana i Saudijske Arabije su se održali samo zahvaljujući prihodima od nafte. U Tunisu, Maroku ili Egiptu, gdje nema dovoljno nafte za financiranje luksuza fundamentalizma, islamisti, koji dosada nisu pokazali izrazito veliku tehničku kompetenciju, neće imati puno sredstava za suočavanje s neprekidnim problemima strukturne nezaposlenosti i lošeg stanja u javnim službama. Za nekoliko godina će možda, ako još uvijek budu imali načina kako izraziti svoje mišljenje, razočarane mase glasovati za vladajuće skupine koji manje vode računa o njihovom načinu odijevanja, a više o njihovu blagostanju.

Suočena s tim nepredvidljivim razvojem događanja, EU nema puno opcija. U Europi te još više u Americi, više puta su se digli glasovi kako bi savjetovali ZJIM-u da u Turskoj nađu «izvor inspiracije», odnosno uspješan primjer sjedinjavanja religije i demokracije⁷¹. S obzirom na to da su te iluzije propale, kao što je to upravo slučaj u Egiptu, ono što preostaje jest suditi tim režimima prema njihovim stvarnim rezultatima, kao što to Komisija čini u svojim godišnjim izvještajima o zemljama kandidatkinjama, i prema tome prilagoditi europske politike.

Što se vanjske politike tiče, novi politički kontekst neće automatski stabilizirati odnose među mediteranskim zemljama. Kao što se to može primijetiti u Turskoj trenutno, islamističke stranke imaju također međunarodne ciljeve i veliki dio javnog mnijenja ih potiče na realizaciju istog. Iako se već više od šest desetljeća zloupotrebljava, retorika usmjerena protiv Izraela i Zapada još uvijek se čini dobrim načinom odvratanja pozornosti. Nove vlade su više posvećene liberalizaciji gospodarstva od prethodnih, no zašto bi se primjerice zalagale za pomaganje EU-u u borbi protiv ilegalne imigracije?

Ako EU želi zadržati povlaštene među-mediteranske odnose sa ZJIM-om, treba također uzeti u obzir poprilično aktivnu konkurenciju. Kroz čitavi period hladnoga rata, njezine su se intervencije željno čekale, pa čak i tražile, kako bi se ZJIM-u omogućilo da smanje pritiske koje su vršile dvije velesile. Danas je igra puno složenija: nakon pretjeranog intervencionizma, Washington sada razmišlja o povlačenju iz igre. Peking pripomaže bez političkih uvjeta i regionalni akteri su dobili na važnosti, posebice naftne monarhije koje su se naučile učinkovitije služiti svojim čekovnim knjižicama.

⁷¹ Pobune u proljeću 2013. godine su pokazale vrijednost tih analiza. No, nagovještaja nije nedostajalo: u unutarnjoj politici zatvorile su se stotine novinara, a u vanjskoj politici rezultati cilja «0 problema sa susjedima» bili su zaprepašujuć

U odnosu na ove zemlje, Europa je poprilično slaba: njezina trgovinska prednost je u opadanju, njezina financijska pomoć skromna, i u slučaju ozbiljne krize, što nije nemoguć scenarij, neće imati vojna sredstva koja bi mogla odgovoriti izazovu.

Kao što je to i u prošlosti bio slučaj, pragmatični pristup prema svakoj zemlji pojedinačno će najvjerojatnije i dalje prevladavati: EU će surađivati u skladu sa svojim interesima i političkim i gospodarskim rezultatima svojih partnera, i to prema sredstvima kojima raspolaže, čime se isključuje neka velika politika, posebice u Bliskom istoku, koji je zasad samo djelomično pokriven djelokrugom EPS-a⁷².

3.3.2. EPS i Istok: nesigurnosti Istočnog partnerstva⁷³

Ako su zemlje kandidatkinje središnje Europe predstavljale za EU novo područje djelovanja za vrijeme priprema za proširenje, to je još više vrijedilo za bivše sovjetske republike. Nakon TACIS iskustva, bilo je logično da se EPS usredotoči na šest europskih zemalja, tu uključivši i zemlje Kavkaza, koje prvotno nisu bile dio projekta. Težnja Komisije da zadrži jednaku igru između istočnih i južnih perifernih dijelova kao i pritisci koje su stvorila rotirajuća predsjedništva potaknuli su stvaranje «Istočnog partnerstva».

Pregovori oko novog modela udruženja započeli su 2007. godine s Ukrajinom, koja se 2008. godine pridružila WTO-u i priprema se za potpisivanje DCFTA-e. Sporazum će se potpisati čim Kijev zadovolji političke uvjete. Još od «narančaste revolucije», stvari se u praksi odvijaju proizvoljno, čemu svjedoče osude Europskog suda za ljudska prava (ESLJP)⁷⁴. Moldavija, koja više od polovice razmjena obavlja s EU-om, bit će sljedeća. Zemlje Južnog Kavkaza ne čine tako značajne napretke: samo je Armenija na putu prema potpisivanju DCFTA-e i otvaranju pregovora o sporazumu o udruženju. Druga prednost zemalja Istočnog partnerstva je manji migracijski priljev, koji je omogućio pokretanje liberalizacije viza, osim s Bjelorusijom.

⁷² EU se u svojoj definiciji zemalja kvalificiranih za EPS vodila prema granicama Rimskog Carstva: Egipat i zemlje Levanta smatraju se «susjedstvom», no ne i Irak i zemlje Zaljeva, premda pripadaju istoj geopolitičkoj skupini

⁷³ Lucia Najšlová, Věra Řiháčková i Olga Shumylo-Tapiola, «The EU in the East: too ambitious in rhetoric, too unfocused in action» (EU na Istoku: previše ambiciozna u retorici, previše neusredotočena u djelovanju), *Policy Paper No. 71, Notre Europe- Institut Jacques Delors*, 19. veljače 2013. godine, str. 7.

⁷⁴ U 2011. godini, Ukrajina prednjači sa 105 osuda, zajedno s Turskom i (159) i Rusijom (121)

Na početku tranzicijskog perioda se činilo vrlo vjerojatnim da će se ove zemlje postepeno razviti u demokracije. Sada su se te nade raspršile: ne samo da rezultati nisu usporedivi, već je i napredak nesiguran.

U Bjelorusiji ga nema, tamo lokalni autokrat i dalje vodi pravi post-staljinistički muzej, kao ni u Azerbejdžanu, gdje je sin naslijedio oca pa su na vlasti još uvijek iste grupe ljude koje su bile u sovjetsko doba. U Ukrajini i u Gruziji, revolucije koje su 2004. godine makle s vlasti post-sovjetske moćnike, nisu ispunile obećanja. Što se Moldavije i Armenije tiče, one su se kretale promjenjivim putanjama, uz sporadična poboljšanja. Sudeći prema analizama koje su provele NVO po pitanju demokracije i korupcije, još uvijek su potrebne duboke reforme kako bi se dostigli standardi koji su u skladu s praksama koje vrijede u EU-u.

U usporedbi sa ZJIM-om, zemlje Istočnog partnerstva su osjetljivije na europske pritiske, jer su one također članice Vijeća Europe⁷⁵ i potencijalno su kvalificirane za pristupanje EPS-u. S obzirom na to da su prihvatile ovlasti EVLJP-a, trebaju držati do njegova mišljenja, na temelju kojeg Komisija oblikuje svoje politike. Neke od njih (posebice Moldavija i Ukrajina) voljele bi da im se omogući «europska perspektiva» i spremne su se za to potruditi. Naposljetku, stanje lokalnog javnog mnijenja nije usporedivo, osim u Azerbejdžanu gdje značajan dio stanovništva želi slijediti put koji su otvorile zemlje središnje Europe.

Problem je u tome što su zemlje Istočnog partnerstva još uvijek podvrgnute režimu «ograničene suverenosti» brežnjevskega tipa. Za razliku od ZJIM-a, one su tek nedavno ušle na međunarodnu scenu. Ne samo da su te zemlje bile dio SSSR-a, nego su još prije toga bile provincije Ruskog carstva⁷⁶. Njihovo im je nacionalno postojanje, koje ponekad vuče korijene iz davnih vremena, dugo vremena bilo zanijekano i njihov je teritorij bio u potpunosti izoliran od ostatka svijeta. Kao i azijske zemlje, one još uvijek nailaze na poteškoće u zauzimanju geopolitičke pozicije.

Rusija, koja je izašla ususret baltičkim zemljama, nije spremna odreći se nadzora nad njima i pokazala je da ima načina kako provesti svoju politiku. Iako joj ne manjka ekonomskog oružja, poput ucjenjivanja plinom koju vrši Gazprom, ona prije svega pokazuje svoj utjecaj zastarjelom metodom vojne okupacije (u republikama koje su se odcijepile od Rusije poput Transdnjestarske Republike, Abhazije i Južne Osetije), ili eventualnog postavljanja oružanih

⁷⁵ Izuzev Bjelorusije

⁷⁶ Aneksije carstvu datiraju iz 17. i 18. stoljeća (najveći dio Ukrajine i Bjelorusije), iz 1801. godine (Gruzija), iz razdoblja između 1805. i 1806. godine (Azerbejdžan), iz 1812. godine (Moldova) i iz 1828. godine (Armenija)

snaga (pomorska flota Crnog mora u Ukrajini, zračne baze u Armeniji). Ona održava «zaleđene» sukobe koji vuču korijene iz razdoblja kraja SSSR-a i pokušava dominirati rusofonim manjinama (koje su brojne na području Krima i na istoku Ukrajine) i stanovnicima koji su s njima solidarni. U zadnjih nekoliko godina, Moskva je učinila sve što je bilo u njezinoj mogućnosti da spriječi liberalizaciju gospodarstva i napredak prema demokraciji.

S druge strane, njezini naponi da stvori nove organizacije koje bi ponovno okupile bivše sovjetske republike, doživjeli su tek ograničene rezultate. Zajednica nezavisnih država (ZND) je ostala prazna želja, sa 173 potpisana sporazuma, od kojih je samo njih osam stupilo na snagu između 1992. i 2001. godine. Strukture koje su uslijedile nakon toga također nisu aktivne. Eurazijska ekonomska unija, osnovana 2000. godine, privukla je samo 3 zemlje Istočnog partnerstva, i to u svojstvu promatrača (Armenija, Moldavija i Ukrajina). Samo je Bjelorusija, koja je sklopila brojne sporazume s Moskvom, postala članicom iste. Pritisci na Ukrajinu kako bi slijedila njezin primjer nisu urodili plodom, iz razloga što se ta unija ne uklapa u približavanje Ukrajine EU-u. Organizaciji ugovora o zajedničkoj sigurnosti (ODBK), osnovanoj 2002. godine kako bi se konkuriralo NATO-u priključile su se samo dvije zemlje Istočnog partnerstva, Bjelorusija i Armenija, koje nisu imale puno izbora. Izuzev Bjelorusije i unatoč njihovim slabostima, zemlje Istočnog partnerstva odbijaju pasti u isključivu orbitu Rusije, ili u «uniju Slavena», koja bi slično rezultirala, iz razloga što su «bliski stranac» Rusije, ali i EU.

Za potonju pak približavanje zemljama Istočnog partnerstva predstavlja ujedno i element golemog potencijalnog polja suradnje s Rusijom. Rusija, koja se nije htjela uključiti u EPS, razvija povlaštenu odnos s EU-om, u sklopu strateškog partnerstva koje obuhvaća četiri «zajednička prostora»: gospodarstvo, sloboda-sigurnost-pravosuđe, vanjska sigurnost i znanost-obrazovanje-kultura. Njezine potrebe za modernizacijom su goleme, ne predstavlja stvarni migracijski problem i može Europi prodati svu energiju koja joj je potrebna. Usprkos trzavicama koje se mogu primijetiti s baltičkim zemljama ili po pitanju Kaljiningrada, odnosi sa susjedstvom su mogli biti i teži. Ono što predstavlja problem jest manjak demokracije unutar Rusije i Moskvine imperijalističke iluzije. S obzirom na ozbiljnost demografskih i gospodarskih problema s kojima se suočava, postoji nada kako će Rusija biti spremnija za suradnju u budućnosti, kako će željeti intenzivniji odnos s EU-om. U tom trenutku će vodstvo zemalja Istočnog partnerstva poprimiti drukčiji oblik i narodi će moći slobodno odlučivati o svojoj sudbini.

Nove zemlje članice priželjkuju pristupanje nekih zemalja Istočnom partnerstvu prije svega kako bi udaljile od sebe Rusiju, slijedeći snažan povijesni trend kontinenta. Ustvari, dobro je pokušati «europeizirati» svog susjeda s istoka odakle su stizale prijetnje: francusko-njemačka pomirba, potpora Berlina pristupanju Poljske ili potpora Beča Mađarskoj slijede istu logiku, koju Varšava sada primjenjuje na Ukrajini. Ipak, nema nekog posebnog razloga zašto bi se konačna granica EU-a protezala po dijagonali koja ide od Finskog zaljeva prema Azovskom moru, umjesto da se zadrži tamo gdje se trenutno nalazi. Moldaviju se može zamisliti u EU-u, a da zemlje Kavkaza i dalje ostanu neriješeno pitanje. No tko bi se usudio reći Armejcima da su manje Europljani nego Turci?

3.4. Potrebna politika, no neujednačena uspjeha

Ako je cilj EPS-a bio da poštedi EU novog vala kandidatura sličnog onom iz devedesetih, moglo bi se pomisliti kako je taj cilj dostignut, iako je sprječavanje novih kandidatura imalo puno drugih uzroka.

Što se tiče procesa približavanja, dobro je napredovao s državama koje su to htjele. Iako je plan bio preambiciozan, stvorio je pokretački kontekst koji je dopustio zemljama EPS-a da prošire opseg svoje suradnje s EU-om na sve više područja, koja su od interesa objema stranama.

Ipak, postoje neka proturječja koja bi se trebala nadići: potrebno je braniti četiri slobode, u isto vrijeme odlažući do daljnjeg slobodu kretanja ljudi i potičući slobodnu trgovinu sve dok se primjenjuje samo djelomično na poljoprivredu. Osim toga ta politika nije jako velikodušna: nuditi samo 4 € po stanovniku ne zvuči jako ozbiljno u odnosu na doprinose iz strukturnih fondova na raspolaganju onkraj granice u najsiromašnijim regijama EU-a⁷⁷.

EPS dakle nije idealan instrument, no omogućava razvijanje susjedskih odnosa koji su po prirodi takvi, uzimajući u obzir važnost političkih i društvenih transformacija kroz koje te zemlje prolaze. To također predstavlja okvir koji je prikladan za omogućavanje kvalificiranim zemljama da sudjeluju u onim dijelovima zajedničkih politika u kojima je važno dobro funkcioniranje obje strana izvan granica EU-a.

⁷⁷ U razdoblju između 2007. i 2013. godine otprilike 230 € je dodijeljeno kvalificiranim regijama s ciljem konvergencije i za Kohezijski fond.

3.2. GLOSSAIRE BILINGUE (FRANÇAIS – CROATE)

A

accord (n.m.) - sporazum

accord d'Agadir (n.m. + prép. + n.p.) - sporazum iz Agadira

accord d'association (AA) (n.m. + prép. + n.f.) - sporazum o pridruživanju (SP)

accord de libre-échange (ALE) (n.m. + prép. + n.m.) - sporazum o slobodnoj trgovini (FTA)

accord de libre-échange complet et approfondi (n.m. + prép. + n.m. + adj. + conj. + adj.) - detaljan i sveobuhvatan sporazum o slobodnoj trgovini

accord de partenariat (AP) (n.m. + prép. + n.m.) - sporazum o partnerstvu (PA)

accord de réadmission (n.m. + prép. + n.f.) - sporazum o ponovnom prihvatu

accord de stabilisation et d'association (ASA) (n.m. + prép. + n.f. + conj. + prép. + n.f.) - sporazum o stabilizaciji i pridruživanju (SAA)

accord international (n.m. + adj.) - međunarodni dogovor

accord sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (ACCA) (n.m. + prép. + n.f. + prép. + n.f. + conj. + n.f. + prép. + n.m. + adj.) - Sporazum o ocjenjivanju sukladnosti i prihvaćanju industrijskih proizvoda (ACAA)

accord-cadre (n.m.) - okvirni sporazum

acquis (n.m.) - pravna stečevina

adhésion (n.f.) - pristupanje

adhésion de plein droit (n.f. + prép. + adj. + n.m.) - punopravno pristupanje

adopter (v. trans.) - usvojiti

Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (FRONTEX) (n.f. + adj. + prép. + n.f. + prép. + n.f. + adj. + prép. + n.f. + adj. + prép. + n.m. + n.m. + prép. + n.f. + adj.) - Europska agencija za upravljanje operativnom suradnjom na vanjskim granicama država članica Europske unije (FRONTEX)

Assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation (CARDS)- Pomoć Zajednice za obnovu, razvoj i stabilizaciju (CARDS)

Assistance technique à la Communauté des États indépendants (TACIS) (n.f. + adj. + prép. + n.f. + prép. + n.m. + adj.)- Tehnička pomoć za Zajednicu nezavisnih država (TACIS)

B

Balkans (n.p.) - zemlje Balkana

Balkans occidentaux (n.p.+ adj.) - zemlje zapadnog Balkana

Balkans orientaux (n.p. + adj.)- zemlje istočnog Balkana

Banque européenne d'investissement (BEI) (n.f. + adj. + prép. + n.m.) - Europska investicijska banka (EIB)

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (n.f. + adj. + prép. + n.f.+ n.m.) - Europska banka za obnovu i razvoj (EBRD)

Banque mondiale (n.f. + adj.) - Svjetska banka

bonne gouvernance (adj. + n.f.) - dobro upravljanje

C

cadre (n.m.) - okvir

cadre de la PEV (n.m. + prép. + sigle) - okvir EPS-a

candidat (n.m.) - kandidat

Caucase (n.p.) - Kavkaz

Caucase du Sud (n.p.) - Južni Kavkaz

cercle d'États amis (n.m. + prép. +n.m.+ n.m.) - krug prijateljskih država

Comité d'aide au développement (CAD) (n.m. + prép. + n.f. + prép.+ n.m.) - Odbor za pomoć u razvoju (DAC)

Commissaire pour la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement (n.m. + prép. + n.f. + adj. + prép. +n.m. + conj. + n.f. + prép. + n.m.)- povjerenik za europsku susjedsku politiku i pregovore o proširenju

Commission européenne (n.f. + adj.) - Europska komisija

Communauté des États indépendants (CEI) (n.f. + prép. + n.m. + adj.) - Zajednica nezavisnih država (ZND)

Communauté économique eurasiatique (CEEAA) (n.f. + adj. +adj.) - Euroazijska ekonomska zajednica (EAEC)

Communauté européenne (CE) (n.f. + adj.) - Europska zajednica (EZ)

conflit (n.m.) - sukob

conflit de voisinage (n.m. + prép. + n.m.) - sukob sa susjedstvom

conflit gelé (n.m. + adj.) - zaleđeni sukob

Conseil de coopération du Golfe (CCG) (n.m. + prép. + n.f. + prép. + n.m.) - Vijeće za suradnju u Zaljevu (GCC)

Conseil de l'Europe (n.m. + prép. + n.p.) - Vijeće Europe

contractualisation des relations (n.f. + prép. + n.f.) - kontraktualizacija odnosa

convergence des réglementations (n.f. + prép. + n.f.) - regulatorna konvergencija

coopération (n.f.) - suradnja

coopération conjointe (n.f.+ adj.) - zajednička suradnja

coopération énergétique (n.f. + adj.) - energetska suradnja

coopération euroméditerranée (n.f. + adj.) - euromediteranska suradnja

coopération infrarégionale (n.f. + adj.) - podregionalna suradnja

coopération multilatérale (n.f. + adj.) - multilateralna kooperacija

coopération régionale (n.f. + adj.) - suradnja u regiji

coopération transfrontalière (n.f. + adj.) - prekogranična suradnja

criminalité organisée (n.f. + adj.) - organizirani kriminal

critère démocratique (n.m. + adj.) - demokratski kriterij

critères de Copenhague (n.m. + prép. +n.p.) - kopenhaški kriteriji

croissance inclusive (n.f. + adj.) - uključivi rast

D

débalkanizer (v. trans.) - debalkanizirati

démarche conditionnelle (n.f. + adj.) - uvjetovan pristup

démocratie (n.f.) - demokracija

document stratégique (n.m. + adj.) - strateški dokument

dotation (n.f.) - doprinos

douanier, douanière (adj.) - carinski

droit de douane (n.m. + prép. + n.f.) - carinska pristojba

droit international (n.m. + adj.) - međunarodno pravo

droits de l'homme (n.m. + prép. + n.m.) - ljudska prava

E

élargissement (n.m.) - proširenje

éligible (adj.) - kvalificiran

Entreprise Europe (n.f. + n.p.) - Europska poduzetnička mreža

entrer en vigueur (v. intrans. + prép. + n.f.) - stupiti na snagu

équilibre budgétaire (n.m. + adj.) - fiskalna stabilnost

État de droit (n.m. + prép. + n.m.) - pravna država

État membre (n.m. + n.m.) - država članica

eurocentrique (adj.) - eurocentričan

Europe centrale (n.p. + adj.) - središnja Europa

Europe méridionale (n.p. + adj.) - južna Europa

Europe occidentale (n.p. + adj.) - zapadna Europa

Europe orientale (n.p. + adj.) - istočna Europa

européaniser (v. trans.) - europeizirati

exigence démocratique (n.f. + adj.) - demokratski zahtjev

ex-républiques soviétiques (n.f. + adj.) - bivše sovjetske republike

F

flux migratoire (n.m. + adj.) - migracijski priljev

Fondation Anna Lindh (n.f. + n. p.) - Zaklada Anna Lindh

Fonds de cohésion (n.m. + prép. + n.f.) - Kohezijski fond

Fonds monétaire international (FMI) (n.m. + adj. + adj.) - Međunarodni monetarni fond (MMF)

forum multilatéral (n.m. + adj.) - multilateralni forum

Forum pour le dialogue en Méditerranée occidentale (dialogue 5+5) (n.m. + prép. + n.m. + prép. + n.p. + adj.) (n.m. + num. + num.) - Zapadnomediterranski forum (dijalog 5+5)

frontière (n.f.) - granica

frontière externe (n.f. + adj.) - vanjska granica

G

géographie politique (n.f. + adj.) - geografska politika

gestion des frontières (n.f. + prép. + n.f.) - kontrola granica

gouvernance économique (n.f.+ adj.) - gospodarsko upravljanje

grande zone arabe de libre-échange (adj. + n.f. + adj. +prép. + n.m.) -velika arapska zona slobodne trgovine

H

harmonisation des réglementations (n.f.+ prép. + n.f.) - regulatorno usklađivanje

Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (adj. +n.m. + prép. + sigle+ conj. + n.f. +adj. + prép. + n.f. +prép.+ n.f.) -visoki predstavnik EU-a za vanjske poslove i sigurnosnu politiku

Horizon 2020 (n.m. + num.) - Obzor 2020

immigration clandestine (n.f. +adj.) - ilegalna imigracija

I

indice (n.m.) - indeks

indice de corruption (n.m. + prép. + n.f.) - indeks korupcije

indice démocratique (n.m. + adj.) - indeks demokracije

initiative «Synergie de la mer Noire» (n.f. + n.f. + prép. + n.p.) - inicijativa crnomorske sinergije

instrument (n.m.) - instrument

Instrument d'aide de préadhésion (IAP) (n.m. + prép. + n.f. + prép.+ n.f.) - Instrument prepristupne pomoći (IPA)

instrument d'assistance technique (n.m. + prép. + n.f. + adj.) - instrument tehničke pomoći

Instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) - Instrument za tehničku pomoć i razmjenu informacija (TAIEX)

Instrument européen de voisinage (IEV) (n.m. + adj. + prép. + n.m.) - Instrument europskog susjedstva (ENI)

Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) (n.m. + adj. + prép. n.m. conj. + prép. + n.m.) - Europski instrument za susjedstvo i partnerstvo (ENPI)

instrument financier (n.m. + adj.) - financijski instrument

intégration économique (n.f. + adj.)- ekonomska integracija

intégration européenne (n.f. + adj.) - europska integracija

intégrer (v.trans.) - integrirati

intérêt commun (n.m. + adj.) - zajednički interes

investissement transrégional (n.m. + adj.) - transregionalno ulaganje

L

législation européenne (n.f. + adj.) - europsko zakonodavstvo

libéralisation (n.f) - liberalizacija

libéralisation du régime des visas (n.f. + prép.+ n.m. + prép.+ n.m.) - liberalizacija viznog režima

libre circulation des personnes (adj. + n.f. + prép.+ n.f) - slobodno kretanje osoba

libre-échange (n.m.)- slobodna trgovina

Ligue des États arabes (n.f. + prép. + n.m. +adj.) - Liga arapskih država

loi répressive (n.f. + adj.) - represivni zakon

M

Machrek (n.p.) - Mašrek

Maghreb (n.p.) - Magreb

marché communautaire (n.m. + adj.) - zajedničko tržište

marché intérieur (n.m. +adj.) - unutarne tržište

marché unique (n.m. + adj.) - jedinstveno tržište

Méditerranée (n. p.) - Mediteran

mesure (n.f.) - mjera

Mesures d'accompagnement à la réforme des structures économiques et sociales dans les pays tiers du bassin méditerranéen (MEDA) (n.f. + prép. + n.m.+ prép. + n.f. +prép.+ n.f. +adj. +conj. +adj. +prép. +n.m.+ n.m. + prép. + n.m. + adj.) - Mjere koje trebaju pratiti reforme gospodarskih i društvenih struktura u mediteranskim zemljama nečlanicama (MEDA)

migrant illégal (n.m. + adj.) - ilegalni migrant

migrant légal (n.m. + adj.) - legalni migrant

migration circulaire (n.f. + adj.) - kružna migracija

migration illégale (n.f. + adj.) - ilegalna migracija

migration légale (n.f. + adj.) - legalna migracija

modèle d'association (n.m. + prép. + n.f.) - model udruženja

modèle de rapprochement (n.m. + prép. + n.m.) - model približavanja

multilatéraliser (v. trans.) – multilateralizirati

N

norme (n.f.) – norma

O

objectif de convergence (n.m. + prép. + n.f.) - cilj konvergencije

Office européen de police (EUROPOL) (n.m.+ adj.+ prép.+ n.f.) -Europski policijski ured (EUROPOL)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (n.f. + prép. + n.f. +conj. + prép. + n.m. + adj.) - Organizacija za gospodarsku suradnju i razvoj (OECD)

Organisation de la coopération islamique (OCI) (n.f. + prép. + n.f. + adj.) - Organizacija islamske suradnje (OIC)

Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) (n.f. + prép. + n.m. + prép. + n.f. + adj.) - Organizacija ugovora o zajedničkoj sigurnosti (ODBK)

Organisation mondiale du commerce (OMC) (n.f. + adj. + prép. + n.m.) - Svjetska trgovinska organizacija (WTO)

organisation non-gouvernementale (ONG) (n.f. + adj.) - nevladina organizacija (NVO)

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (n.f. + prép. + n.f. + conj. + n.f. + prép. + n.p.) - Organizacija za sigurnost i suradnju u Europi (OSCE)

P

Parlement européen (n.m. + adj.) - Europski parlament

partenaire (n.m.) - partner

Partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA) (n.m. + prép. + n.f. + prép. + n.f. + conj. + prép. + n.f. + prép. + n.f.) - Partnerstvo za istraživanje i inovacije na mediteranskom području - (PRIMA)

Partenariat euro-méditerranéen (n.m. + adj.) (EuroMed)- Euromeditersko partnerstvo (EuroMed)

Partenariat oriental (PO) (n.m. + adj.) - Istočno partnerstvo (EaP)

partenariat stratégique (n. m. + adj.) - strateški partenarijat

pays candidat (n.m. + n.m.) - zemlja kandidatkinja

Pays du sud et de l'est méditerranéen (PSEM) (n.m. + prép. + n.m. + conj. + prép. + n.m. + adj.) - zemlje južnog i istočnog Mediterana (ZJIM)

pays du voisinage (n.m. + prép. + n.m.) – zemlja susjedstva

pays du voisinage européen (n.m. + prép. + n.m + adj..) - zemlja europskog susjedstva

pays du voisinage méridional (n.m. + prép. + n.m. + adj.) - zemlja južnog susjedstva

pays du voisinage oriental (n.m. + prép. + n.m. +adj.) - zemlja istočnog susjedstva

pays frontalier (n.m. + adj.) - pogranična zemlja

pays partenaire (n.m. + n.m.) - partnerska zemlja

pays tiers (n.m. + n.m.) - treća zemlja

pays voisin (n.m. + adj.) - susjedna zemlja

performance politique et économique (n.f. + adj. + conj. adj.) - politički i ekonomski rezultat

plan d'action (n.m. + prép. + n.f.) - akcijski plan

politique commune (n.f. + adj.) - zajednička politika

politique de sécurité (n.f. + prép. + n.f.) - sigurnosna politika

politique de sécurité et de défense commune (PSDC) (n.f. + prép. + n.f. + conj. + prép. + n.f. + adj.) - Zajednička sigurnosna i obrambena politika (ZSOP)

politique d'élargissement (n.f. + prép. + n.m.) - politika proširenja

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) (n.f. + adj. + conj. + prép. n.f. + adj.) - Zajednička vanjska i sigurnosna politika (ZVSP)

Politique européenne de voisinage (PEV) (n.f. + adj. + prép. + n.m.) - Europska politika susjedstva (EPS)

politique migratoire (n.f. + adj.) - migracijska politika

préférence douanière (n.f. + adj.) - carinska povlastica

printemps arabe (n.m. + adj.) - Arapsko proljeće

processus de Barcelone (n.m. + prép. + n.p.) - Barcelonski proces

processus de coopération (n.m. + prép. + n.f.) - proces suradnje

processus de rapprochement (n. m. + prép. + n.m.) - proces približavanja

Proche-Orient (n.p.) - Bliski istok

Programme communautaire d'assistance à la restructuration économique des pays d'Europe centrale et orientale (PHARE) (n.m.+ adj.+ prép.+ n.f.+ prép.+ n.f.+ adj.+ prép.+ n.m.+ prép.+ n.p. +adj.+ conj. +adj.) - Pomoć Europske zajednice za restrukturiranje gospodarstva u zemljama srednje i istočne Europe (PHARE)

Programme européen pour les petites et moyennes entreprises (COSME) (n.m. + adj. +prép. +adj.+ conj.+ adj. + n.f. – Program Europske unije za poticanje konkurentnosti malih i srednjih poduzeća (COSME)

programme d'assistance (n.m. + prép. + n.f.) - program pomoći

programme d'association (n.m. + prép. + n.f) - program pridruživanja

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (n.m. + prép. + n.f. +adj. + prép. +n.m.) - Program Ujedinjenih naroda za razvoj (UNDP)

R

réforme structurelle (n.f. + adj.) - strukturna reforma

régime commercial privilégié (n.m. + adj. + p.p. adj.) - povlašteni tržišni režim

régime préférentiel (n.m. + adj.) - povlašteni režim

règle d'origine (n.f. + prép. + n.m.) - pravilo o podrijetlu

règlement des conflits (n.m. + prép.+ n.m.) - rješavanje sukoba

relation de voisinage (n.f. + prép.+ n.m.) - odnos sa susjednim zemljama

relation inter-méditerranéenne (n.f. + adj.) – među-mediteranski odnos

Réseau européen de sensibilisation à la radicalisation (RSR) (n.m. + adj.+ prép. +n.f. + prép. + n.f.) - Mreža za osvješćivanje o radikalizaciji (RAN)

réseau paneuropéen de recherche Géant (n.m.+adj. + prép. +n.f. + adj.) - paneuropska istraživačka i akademska mreža GÉANT

Réseau transeuropéen de transport (RTE-T) (n.m. + adj. + prép. + n.m.) - transeuropska prometna mreža (TEN-T)

S

sécurité extérieure (n.f. + adj.) - vanjska sigurnost

Service européen pour l'action extérieure (SEAE) (n.m. +adj. + prép. n.f. + adj.) - Europska služba za vanjsko djelovanje (ESVD)

signataire (n.m.) - potpisnik

sommet (n.m.) - sastanak na vrhu

souveraineté énérgétique (n.f.+ adj.) - energetska neovisnost

stabilisation (n.f.) - stabilizacija

stabilisation économique (n.f. + adj.) - gospodarska stabilizacija

stabilité (n.f.) - stabilnost

statut d'observateur (n. m. + prép. + n.m.) - status promatrača

stratégie d'intégration (n.f. + prép. + n.f.) - integracijska strategija

T

terrorisme (n.m.) - terorizam

trafic des migrants (n.m.+ prép. +n.m.) - krijumčarenje migrantima

traité d'adhésion (n.m. + prép. + n.f.) - ugovor o pristupanju

traité de Lisbonne (n.m. + prép. + n.p.) - Lisabonski ugovor

U

Union africaine (n.f. + adj.) - Afrička unija

Union du Maghreb arabe (n.f. + prép. + n.p. + adj.) - Unija arapskog Magreba

Union européenne (UE) (n.f. + adj.) - Europska unija (EU)

Union pour la Méditerranée (UpM) (n.f. + prép. + n.p.) - Unija za Mediteran (UfM)

V

voisin (n.m.) - susjed

voisinage (n.m.) - susjedstvo

voisinage méridional (n.m.+ adj.) - južno susjedstvo

voisinage oriental (n.m. + adj.) - istočno susjedstvo

Z

zone de libre-échange approfondi et complet (ZLEAC) (n.f. + prép.+ n.m. + adj. + conj. + adj.) - detaljno i sveobuhvatno područje slobodne trgovine (DCFTA)

zone euro-méditerranéenne de libre-échange (n.f. +adj.+ prép. +n.m.) - euro-mediteranska slobodna trgovinska zona

3.3. FICHES TERMINOLOGIQUES

TERME	Commissaire pour la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement
Catégorie grammaticale	n.m. + prép. + n.f. + adj. + prép. +n.m. + conj. + n.f. + prép. + n.m.
Collocation(s)	l'intervention du~, les missions du ~, ~Johannes Hahn, le futur ~, Johannes Hahn, ~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	politique de coopération
Définition	membre de la Commission européenne chargé de superviser les processus d'adhésion des potentiels nouveaux États membres et les relations avec les États frontaliers de l'Union européenne.
Hyperonyme (s)	Commission européenne
Relation avec l'hyperonyme	agent de
Isonyme(s)	Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité
Contexte du terme (+réf.)	<p>Dans sa lettre de mission adressée à M. Johannes Hahn, le nouveau Commissaire pour la politique européenne de voisinage (PEV) et les négociations d'élargissement, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a demandé qu'il travaille en étroite collaboration avec Federica Mogherini, la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-Présidente, afin de promouvoir la stabilité aux frontières de l'Europe et d'aider les pays du voisinage à développer et soutenir des institutions démocratiques.</p> <p>Source: <i>Ligue des droits de l'Homme</i>: «La nouvelle Commission européenne doit appliquer le principe <i>more for more</i>» http://bit.ly/28OybVd (page consultée le 7 juin 2016)</p>

Remarque linguistique	On peut remarquer l'utilisation des formulations suivantes: «Commissaire à la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement»; «Commissaire chargé de la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement». Cette dernière est considérée comme obsolète.
ÉQUIVALENT	povjerenik za europsku susjedsku politiku i pregovore o proširenju
Catégorie grammaticale	n.m. + prép. + adj. + adj. + n.f. + conj. + n.m. + prép. + n.n.
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/23gKwHh (page consultée le 7 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	Novoizabrani predsjednik Juncker usuglasio se 8. rujna s visokom predstavnicom/potpredsjednicom (Federica Mogherini) o novom pragmatičnom pristupu u cilju učinkovitijeg vanjskog djelovanja Unije. Na toj će osnovi povjerenik za europsku susjedsku politiku i pregovore o proširenju (Johannes Hahn) i drugi povjerenici zamjenjivati Federicu Mogherini u područjima u nadležnosti Komisije kada ona to bude smatrala potrebnim. <i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/23gKwHh (page consultée le 7 juin 2016)
Remarque linguistique	On peut remarquer l'utilisation de la formulation suivante: <i>povjerenik zadužen za europsku susjedsku politiku i pregovore o proširenju.</i>

TERME	FRONTEX
Catégorie grammaticale	acronyme
Forme complète	Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières

	extérieures des États membres de l'Union européenne
Collocation(s)	la création de ~, l'agence ~, l'agence européenne ~, la mission ~, les activités de ~, le budget de ~, le programme de travail de ~, etc.
Domaine	organismes de l'Union européenne
Sous-domaine	sécurité des frontières de l'Union européenne
Définition	agence dont la mission est de faciliter l'application des mesures communautaires existantes ou futures relatives à la gestion des frontières extérieures en assurant la coordination des actions des États membres visant à appliquer ces mesures.
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	outil de
Isonyme(s)	EUROPOL
Hyponyme (s)	Centre de situation de Frontex, Eurosur
Contexte du terme (+réf.)	<p>Une coopération proactive avec les partenaires du voisinage dans le domaine de la gestion des frontières est nécessaire pour mieux gérer les pressions migratoires. L'UE intensifiera encore ses travaux en matière d'échanges d'informations, de capacité administrative et de coopération opérationnelle et technique avec les pays partenaires intéressés. Pour ce faire, elle pourrait organiser des actions de formation et des activités de recherche, ainsi que lancer des projets de renforcement des capacités et des projets pilotes avec les pays partenaires, en passant notamment par ses agences compétentes, dont FRONTEX et EUROPOL.</p> <p>Source: <i>EUR-Lex, L'accès au droit de l'Union européenne</i>, «Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: Réexamen de la Politique européenne de voisinage» http://bit.ly/2bhN474 (page consultée le 10 juin 2016)</p>

Remarque linguistique	On peut remarquer que la forme abrégée <i>FRONTEX</i> ainsi que la forme abrégée <i>agence FRONTEX</i> sont plus souvent utilisées que la forme entière <i>Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne</i> . L'abréviation <i>FRONTEX</i> provient de l'expression «frontières externes».
ÉQUIVALENT	FRONTEX
Catégorie grammaticale	acronyme
Forme complète	Europska agencija za upravljanje operativnom suradnjom na vanjskim granicama država članica Europske unije
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://iate.europa.eu/SearchByQuery.do (page consultée le 8 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	FRONTEX, Europska agencija za upravljanje operativnom suradnjom na vanjskim granicama država članica EU-a osnovana je kao specijalizirano i neovisno tijelo sa zadatkom koordinacije operativne suradnje država članica u području sigurnosti granica. FRONTEX nadopunjuje i daje osobitu dodatnu vrijednost nacionalnim sustavima upravljanja granicama u državama članicama. Source: <i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/2680tBf (page consultée le 8 juin 2016)
Remarque linguistique	On peut remarquer que l'abréviation <i>FRONTEX</i> est empruntée à la langue française et qu'on utilise plutôt cette abréviation ou la forme abrégée <i>agencija Frontex</i> en croate que la forme entière de l'équivalent <i>Europska agencija za upravljanje operativnom suradnjom na vanjskim granicama država članica Europske unije</i>

TERME	zone de libre-échange approfondi et complet
Catégorie grammaticale	n.f. + prép. + n.m. + adj. + conj. + adj.
Forme abrégée	ZLEAC
Collocation(s)	l'application de la ~, la création d'une ~, réunion sur la ~, l'établissement d'une ~, négociations pour une ~, la mise en œuvre de la ~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	politique de coopération
Définition	zone qui couvre l'ensemble des échanges de biens et de services, y compris dans le domaine de l'énergie, entre l'UE et ses partenaires de la Politique européenne de voisinage, et comprenant des engagements juridiquement contraignants relatifs au rapprochement des textes réglementaires dans les domaines liés au commerce
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	outil de
Isonyme(s)	zone euro-méditerranéenne de libre-échange
Hyponyme (s)	droits de douane, règles d'origine, barrière non-tarifaire, etc.
Contexte du terme (+réf.)	<p>En 2008, en proposant une zone de libre-échange approfondie et complète (DCFTA: Deep comprehensive free trade area) aux pays du Partenariat oriental, puis en 2011 aux PSEM signataires de l'accord d'Agadir, l'UE reconnaît que l'adoption des règles du marché unique est un objectif inaccessible, éventuellement contraire aux intérêts de nombreux pays de la PEV. L'objectif est maintenant de poursuivre l'élimination des droits de douane des deux côtés (donc essentiellement dans les PSEM), de simplifier la gestion des règles d'origine (qui ont fortement entravé la libéralisation des échanges) et d'éliminer d'autres barrières non-tarifaires.</p> <p>Source: Drevet, J.-F., «Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable?» <i>L'Institut Jacques Delors</i>, 2013,</p>

	.http://www.institutdelors.eu/media/limitesue-drevet-ne-ijd-sept13.pdf?pdf=ok (page consultée le 8 juin 2016)
Remarque linguistique	<p>Le terme <i>zone de libre-échange approfondi et complet</i> est une traduction du terme anglais <i>Deep comprehensive free trade area</i>. La Direction générale Commerce de la Commission européenne confirme qu'il s'agit d'une zone dans laquelle le libre-échange est pratiqué selon les modalités décrites dans la définition ci-dessus.</p> <p>En français, il convient donc de mettre les adjectifs «deep and comprehensive» au masculin (zone de libre-échange <u>approfondi et complet</u>). Néanmoins, nous pouvons trouver de nombreux exemples où ces adjectifs sont mis au féminin en français (zone de libre-échange <u>approfondie et complète</u>), tel est le cas par exemple avec le texte qu'on a traduit pour ce mémoire.</p>
ÉQUIVALENT	detaljno i sveobuhvatno područje slobodne trgovine
Catégorie grammaticale	adj. + conj. + adj. +n.n. + adj. + n.f.
Forme abrégée	DCFTA
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://iate.europa.eu/SearchByQuery.do (page consultée le 8 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Pregovori o novom sporazumu o pridruživanju, uključujući uspostavu detaljnog i sveobuhvatnog područja slobodne trgovine između Unije i Moldove, počeli su u siječnju 2010. i završili u srpnju 2013. Navedenim sporazumom predviđa se potpuna liberalizacija bilateralne trgovine vinom.</p> <p>Source: <i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://iate.europa.eu/SearchByQuery.do (page consultée le 8 juin 2016)</p>

Remarque linguistique	On peut remarquer que les adjectifs «deep» et «comprehensive» sont traduits en croate comme s'ils se rapportaient au nom «zone» (detaljno i sveobuhvatno područje), au lieu de se rapporter au nom «libre-échange», comme il est décrit dans la définition ci-dessus
-----------------------	--

TERME	pays du voisinage
Catégorie grammaticale	n.m. + prép. + n.m.
Forme complète	pays du voisinage européen
Collocation(s)	les 16 ~, réformes chez les ~, relations avec les ~, les échanges avec les ~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	politique de coopération
Définition	un des 16 pays partenaires de l'UE dans le cadre de la Politique européenne de voisinage. Ce sont dix pays du Sud: Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens, Tunisie; et six pays de l'Est: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine.
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage (PEV)
Relation avec l'hyperonyme	agent de
Isonyme (s)	institutions de l'UE
Hyponyme (s)	pays du voisinage méridional, pays du voisinage oriental
Synonyme (s)	pays partenaire
Contexte du terme (+réf.)	L'UE s'attend à une nouvelle vague de candidatures, qui s'ajouteraient à celles en instance de la Turquie et des Balkans occidentaux, soit un nouvel élargissement d'une ampleur comparable au précédent. Elle décide d'offrir aux pays du voisinage un modèle de rapprochement qui permettra d'ajourner, sinon de décourager de nouvelles demandes.

	<p>Source: Drevet, J.-F., «Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable ?» <i>L'Institut Jacques Delors</i>, 2013, http://www.institutdelors.eu/media/limitesue-drevet-ne-ijd-sept13.pdf?pdf=ok (page consultée le 4 juin 2016)</p>
ÉQUIVALENT	zemlja susjedstva
Catégorie grammaticale	adj. + n.n.
Forme complète	zemlja europskog susjedstva
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/260H0WC (page consultée le 4 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Djelovanje Europskog foruma mladih, Nacionalnih informacijskih centara za akademsko priznavanje (NARIC), mreža Eurydice, Euroguidance i Eurodesk, nacionalnih službi za podršku inicijative eTwinning, nacionalnih centara Europass i Nacionalnih informacijskih ureda u zemljama susjedstva presudno je za ostvarivanje ciljeva Programa, osobito tako što se Komisiji redovno pružaju ažurirane informacije povezane s raznim poljima njihove aktivnosti i prenošenjem rezultata Programa u Uniji i u zemljama partnerima.</p> <p>Source: <i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/260H0WC (page consultée le 4 juin 2016)</p>

TERME	Politique européenne de voisinage
Catégorie grammaticale	n.f. + adj. +prép. +n.m.
Forme abrégée	PEV
Collocation(s)	pays de la ~, pays éligibles à la ~, champs d'action de la ~, l'objectif de la ~, le bilan de la ~, mise en œuvre de la ~, etc.

Domaine	Union européenne
Sous-domaine	relations internationales
Définition	politique de l'Union européenne (UE) ayant pour but d'établir des relations privilégiées avec les 16 pays voisins du sud de la Méditerranée et du Caucase méridional qui n'ont pas de perspective d'adhésion.
Hyperonyme (s)	stratégie européenne de sécurité
Relation avec l'hyperonyme	partie de
Isonyme(s)	Politique agricole commune (PAC), Politique commune de la pêche (PCP), Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), etc.
Hyponyme (s)	Partenariat oriental, l'Union pour la Méditerranée Instrument européen de voisinage, etc.
Contexte du terme (+réf.)	<p>L'ouverture qui a suivi la destruction du mur de Berlin, puis le grand élargissement de 2004-2007 ont projeté l'ensemble du continent dans une réalité nouvelle. L'Union européenne (UE) a dû concevoir un nouveau mode de relations avec ses voisins, moins que l'adhésion (impossible ou non souhaitable pour la plupart des pays concernés dans le contexte actuel) et plus que l'association (qui n'offrait qu'un champ de coopération restreint). En 2003, la Politique européenne de voisinage (PEV) a été lancée dans ce contexte.</p> <p>Source: Drevet, J.-F., «Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable ?» <i>L'Institut Jacques Delors</i>, 2013, http://www.institutdelors.eu/media/limitesue-drevet-ne-ijd-sept13.pdf?pdf=ok (page consultée le 4 juin 2016)</p>
ÉQUIVALENT	Europska politika susjedstva
Catégorie grammaticale	adj. + n.f. +n.n.
Forme abrégée	EPS
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) - The EU's multilingual term base</i> http://iate.europa.eu/SearchByQuery.do (page consultée le 4 juin 2016)

Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Europiska politika susjedstva utemeljena je 2004. kako bi se spriječilo nastajanje novih linija razdvajanja između proširenog EU-a i njegovih susjednih zemalja te radi jačanja prosperiteta, stabilnosti i sigurnosti za sve. Ta se politika zasniva na vrijednostima demokracije, vladavine prava i poštovanja ljudskih prava te se odnosi na 16 zemalja u najbližem susjedstvu EU-a: Alžir, Armeniju, Azerbajdžan, Bjelorusiju, Egipat, Gruziju, Izrael, Jordan, Libanon, Libiju, Republiku Moldovu, Maroko, Palestinu, Siriju, Tunis i Ukrajinu.</p> <p>Source: De Micco, P., Rey, B. «Europiska politika susjedstva». <i>Europski parlament</i>, 2016, http://bit.ly/28UkUL2 (page consultée le 10 juin 2016)</p>
Remarque linguistique	<p>On peut remarquer l'utilisation des formulations suivantes: <i>Europska susjedska politika</i> et <i>Europska politika za susjedstvo</i></p> <p>On peut remarquer aussi l'utilisation de l'abréviation <i>ENP</i>, qui est empruntée de la langue anglaise: <i>European Neighbourhood Policy</i></p>

TERME	Partenariat oriental
Catégorie grammaticale	n.m. + adj.
Forme abrégée	PO
Collocation(s)	pays du~, la politique du ~, le sommet du ~, programme du ~, objectifs du ~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	politique de coopération
Définition	Projet qui prévoit la création d'un forum de coopération régionale des pays de l'UE avec ses voisins de l'est, notamment avec Ukraine, Moldavie, Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie, ainsi qu'avec Biélorussie (au niveau des experts) et dont la réalisation devrait déboucher sur l'abrogation du

	régime des visas entre l'UE et les pays évoqués, ainsi que sur la création d'une zone de libre-échange de services et de marchandises.
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	partie de
Isonyme(s)	le Partenariat euro-méditerranéen (EuroMed), aujourd'hui remplacé par l'Union pour la Méditerranée)
Hyponyme (s)	Groupe «Europe orientale et Asie centrale» (COEST)
Contexte du terme (+réf.)	<p>Le Partenariat oriental vise essentiellement à créer les conditions nécessaires pour accélérer l'établissement d'une association politique et un approfondissement de l'intégration économique entre l'Union européenne et les pays partenaires intéressés. Le développement d'une dimension orientale spécifique de la Politique européenne de voisinage permettra de renforcer de manière significative la politique de l'UE à l'égard des pays partenaires. Dans cette perspective, le Partenariat oriental vise à soutenir les réformes politiques et socioéconomiques des pays partenaires, de manière à faciliter le rapprochement avec l'Union européenne.</p> <p><i>Source: IATE (InterActive Terminology for Europe) - The EU's multilingual term base http://bit.ly/200iHB9 (page consultée le 1^{er} juin 2016)</i></p>
ÉQUIVALENT	Istočno partnerstvo
Catégorie grammaticale	adj. + n.n.
Forme abrégée	EaP
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) - The EU's multilingual term base http://bit.ly/262R5Pg (page consultée le 1er juin 2016)</i>
Contexte de l'équivalent (+réf)	U politiku Istočnog partnerstva Europske unije uključeno je šest bivših zemalja Sovjetskog Saveza: Armenija, Azerbajdžan, Bjelorusija, Gruzija, Moldova i Ukrajina. Partnerstvo je uspostavljeno 2009. kako bi se podržali pokušaji

	<p>političkih, društvenih i ekonomskih reformi u tim zemljama u cilju jačanja demokratizacije i dobrog upravljanja, energetske sigurnosti, zaštite okoliša te gospodarskog i društvenog razvoja.</p> <p>Source: De Micco, P., Pasquale, J., «Zemlje Istočnog partnerstva». <i>Europski parlament</i>, 2016 http://bit.ly/1UjNQ0B (page consultée le 10 juin 2016)</p>
Remarque linguistique	<p>La forme abrégée <i>EaP</i> utilisée en croate est empruntée de la langue anglaise: <i>Eastern Partnership – EaP</i></p>

TERME	Union pour la Méditerranée
Catégorie grammaticale	n.f. + prép. + n.p.
Forme abrégée	UpM
Collocation(s)	sommet de l'~, États membres de l'~, secrétariat de l'~, projet de l'~, lancement de l'~, réunion de l'~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	politiques de coopération
Définition	organisation intergouvernementale englobant les 27 États membres de l'UE et 16 États riverains de la Méditerranée afin de mettre en place des projets communs dans les domaines de l'énergie, du développement et pour favoriser la croissance des entreprises de la région.
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	partie de
Isonyme(s)	Partenariat Oriental
Hyponyme (s)	Secrétariat général de l'UpM

Contexte du terme (+réf.)	<p>L' Union pour la Méditerranée a pour but de promouvoir l'intégration économique et les réformes démocratiques dans seize pays voisins situés au sud de l'UE, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les accords de coopération, anciennement appelés «processus de Barcelone», ont été relancés en 2008 et rebaptisés Union pour la Méditerranée (UpM).</p> <p>La relance était l'occasion de concrétiser les relations et de les rendre plus visibles grâce à la mise en place de nouveaux projets régionaux et sous-régionaux qui présentent un véritable intérêt pour la population de la région. Les projets portent sur des domaines tels que l'économie, l'environnement, l'énergie, la santé, la migration et la culture.</p> <p>Source: <i>Union européenne, action extérieure:</i> «Union pour la Méditerranée (Euromed)» http://eeas.europa.eu/euromed/index_fr.htm (page consultée le 7 juin 2016)</p>
Remarque linguistique	<p>l'Union pour la Méditerranée (UpM) a suivi et a donné un nouvel élan à l'EuroMed (le partenariat euro-méditerranéen), et pour cette raison on utilise souvent l'appellation <i>EuroMed</i> pour faire référence à l'UpM</p>
ÉQUIVALENT	Unija za Mediteran
Catégorie grammaticale	n.f. + prép. + n.p.
Forme abrégée	UfM
Source de l'équivalent	<p><i>Ministarstvo vanjskih i europskih poslova Republike Hrvatske:</i> «Union pour la Méditerranée (Euromed)» http://www.mvep.hr/hr/pocetna/100413-unija-za-mediteran/ (page consultée le 7 juin 2016)</p>
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Cilj Euro-mediteranskog partnerstva (EuroMed), pokrenutog 1995. godine, bio je postići stabilnost i rast na Mediteranu, a također je obuhvaćao političku, gospodarsku i socijalnu suradnju. EuroMed je 2008. godine dobio novi poticaj putem multilateralne Unije za Mediteran (UfM). Pokrenuti su novi regionalni projekti koji su</p>

	<p>obuhvaćali pitanja poput gospodarstva, okoliša, energije i migracije.</p> <p>Source: <i>Eur-Lex, Pristup zakonodavstvu Europske Unije, «Unija za Mediteran» http://bit.ly/1YrRW9Z (page consultée le 7 juin 2016)</i></p>
Remarque linguistique	<p>La forme abrégée <i>UfM</i> utilisée en croate est empruntée de la langue anglaise: <i>Union for the Mediterranean -UfM</i></p>

TERME	pays du sud et de l'est de la Méditerranée
Catégorie grammaticale	n.m. + prép. + n.m. + conj. + prép. + n.m. + prép. + n.p.
Forme abrégée	PSEM
Collocation(s)	relations avec les ~, les exportations des ~, l'efficacité énergétique dans les ~, etc.
Domaine	géographie
Sous-domaine	pays de la Méditerranée
Définition	Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Jordanie, Israël, Autorité palestinienne, Liban, Syrie.
Hyperonyme (s)	pays de la Méditerranée
Relation avec l'hyperonyme	partie de
Isonyme(s)	les pays du nord de la Méditerranée, les pays de l'ouest de la Méditerranée
Hyponyme (s)	Maroc; Algérie; Tunisie; Libye; Égypte; Jordanie; Israël; Autorité palestinienne; Liban; Syrie.
Synonyme (s)	pays du voisinage méridional
Contexte du terme (+réf.)	Les exportations des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée vers l'Union européenne se heurtent aux instruments de protection destinés à assurer la préférence communautaire; les produits

	<p>d'exportations de ces pays bénéficient certes de droits de douane préférentiels mais à l'intérieur des quotas pour les produits sensibles, et surtout dans des périodes de l'année où elles ne concurrencent directement les produits de l'UE.</p> <p>Source: Bachta, M. S., Gérard, G., <i>Agriculture et alimentation en Méditerranée. Les défis de la mondialisation</i>, Khartala, Paris, 2004, p.42.</p>
Remarque(s) linguistique (s)	<ul style="list-style-type: none"> - La graphie avec la première lettre en majuscule des noms «sud» et «est» du terme est aussi acceptée: <i>Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée</i> - On peut remarquer dans le texte qu'on a traduit ainsi que dans quelques autres exemples sur l'Internet l'utilisation de la graphie <i>pays du sud et de l'est méditerranéen</i> qui est une traduction littérale du terme anglais <i>South and East Mediterranean countries</i> mais qui n'est pas conforme à la langue française, qui au lieu d'utiliser l'adjectif (méditerranéen) pour exprimer un complément circonstanciel de lieu utilise souvent des constructions avec les prépositions (de la Méditerranée)
ÉQUIVALENT	zemlje južnog i istočnog Mediterana
Catégorie grammaticale	n.f. + adj. +conj. + adj. + n.m.
Forme abrégée	ZJIM
Source de l'équivalent	<i>Nacionalna zaklada za razvoj civilnoga društva</i> : «Inicijativa Europske komisije za zaštitu Sredozemlja»,2008, http://bit.ly/1URuuNB (page consultée le 10 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	Europska banka za obnovu i razvitak (EBRD) odlučila je na zahtjev svojih dioničara poduzeti važan iskorak u odgovoru na povijesne promjene koje donosi 'arapsko proljeće' te proširiti svoje djelovanje na zemlje južnog i istočnog Mediterana , priopćeno je u petak iz EBRD-a. Upravni odbor EBRD-a predložio je da se zemljopisno područje bančinog djelovanja proširi

	<p>na zemlje južnog i istočnog Mediterana. Takva preporuka uslijedila je nakon što su Egipat i Maroko, obje zemlje osnivači EBRD-a, poslali zahtjev da postanu zemlje primateljice Banke.</p> <p><i>Izravno.com</i>, «EBRD namjerava proširiti djelovanje na južni i istočni Mediteran», 2011, http://bit.ly/29KdABP (page consultée le 10 juin 2016)</p>
Remarque linguistique	<p>En traduisant le terme <i>Pays du sud et de l'est de la Méditerranée</i> on a pu choisir entre les équivalents croates «Sredozemlje» et «Mediteran» pour l'équivalent du mot «Méditerranée», puisque tous les deux sont utilisés dans ce contexte. On a décidé d'utiliser l'équivalent «Mediteran» pour des raisons de cohérence de la traduction, étant donné que les autres termes comportant les mots «Méditerranée» ou «méditerranéen» ont été traduits en croate avec «Mediteran/mediteran-»</p>

TERME	Commission européenne
Catégorie grammaticale	n.f. + adj.
Forme abrégée	CE
Collocation(s)	rôle de la ~, fonctions de la ~, l'organisation de la ~, programme de travail de la ~, décision de la ~, travailler pour la~, etc.
Domaine	politique internationale
Sous-domaine	Union européenne
Définition	branche exécutive de l'Union européenne. Politiquement indépendante, elle est chargée d'élaborer des propositions législatives et mettre en œuvre les décisions du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne.
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	agent de

Isonyme(s)	le Conseil européen
Hyponyme (s)	Commissaire pour la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement
Contexte du terme (+réf.)	<p>La Commission européenne promeut l'intérêt général de l'Union et prend les initiatives appropriées à cette fin. Elle assure la représentation extérieure de l'Union à l'exception de la PESC et des autres cas prévus par les traités (art. 17 TUE). Elle assure également les relations avec les organisations internationales et met en place les délégations auprès des pays tiers.</p> <p>Source: <i>Vie publique: au cœur du débat public</i>: «Quelles sont les différentes institutions européennes?», 2016, http://bit.ly/1Yi1Z1a (page consultée le 10 juin 2016)</p>
ÉQUIVALENT	Europska komisija
Catégorie grammaticale	adj. + n.f.
Forme abrégée	EK
Source de l'équivalent	<i>Struna, terminološka baza hrvatskoga strukovnog nazivlja</i> http://bit.ly/2a4ywgq (page consultée le 10 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Europska komisija zastupa interese čitavog EU-a. Komisija predlaže novo zakonodavstvo Europskom parlamentu i Vijeću Europske unije te osigurava da se propisi EU-a ispravno provode u državama članicama.</p> <p>Pojam <i>Komisija</i> odnosi se na 28 povjerenika kao i na samu instituciju u širem smislu.</p> <p>Source: <i>Europska komisija</i>: «Rad Europske komisije» http://ec.europa.eu/atwork/index_hr.htm (page consultée le 10 juin 2016)</p>

TERME	voisinage oriental
Catégorie grammaticale	n.m. + adj.
Collocation(s)	les pays du ~, coopération avec le ~, le ~ de l'UE, la politique du ~, les États du ~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	politique de coopération
Définition	pays situés à l'Est des frontières de l'UE au nombre de 6 et qui relèvent de la Politique européenne de voisinage, à savoir Ukraine, Moldavie, Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.
Hyperonyme (s)	voisinage européen
Relation avec l'hyperonyme	partie de
Isonyme (s)	voisinage méridional
Hyponyme (s)	Ukraine; Moldavie; Biélorussie; Arménie; Azerbaïdjan; Géorgie.
Synonyme (s)	les pays du Partenariat oriental
Contexte du terme (+réf.)	<p>Dans les régions du voisinage méridional et du voisinage oriental, la Facilité d'investissement en faveur de la politique de voisinage (FIV) combine des subventions provenant du budget de l'UE et des prêts accordés par des institutions financières internationales pour financer des projets d'infrastructures clés dans le secteur du transport, de l'énergie, le secteur social et le secteur de l'environnement, ainsi que pour le développement du secteur privé.</p> <p>Source: IATE (<i>InterActive Terminology for Europe</i>) - <i>The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/200iHB9 (page consultée le 1er juin 2016)</p>
Remarque linguistique	Le terme est souvent utilisé en association avec «pays» dans «pays du voisinage oriental» et peut être remplacé par l'expression «pays voisins de l'Est».
ÉQUIVALENT	istočno susjedstvo

Catégorie grammaticale	adj. + n.n.
Synonyme (s)	zemlje Istočnog partnerstva
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/29QT3tV (page consultée le 1er juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Komorska konferencija u HGK okupila je više nego ambiciozne predsjednike i potpredsjednike gotovo svih gospodarskih komora iz država istočnog susjedstva i Turske kako bi zajednički djelovale na pripremi projekata za izgradnju bolje budućnosti i gospodarske suradnje u svim tim društvima i državama. Svrha Komorinog investicijskog foruma i cjelokupnog Berlinskog procesa zapravo je pretvoriti susjedstvo Europske unije u zonu stabilnosti, sigurnosti i gospodarskog napretka kako bi se državama susjedstva dala europska budućnost.</p> <p>Source: Raos, I., «HRVATSKA GOSPODARSKA KOMORA; Na konferenciji komora u HGK predsjednici komora iz susjednih država s istoka raspravljali o preduvjetima za bolju i sigurniju budućnost država u susjedstvu i EU». <i>Hazud.hr./ News portal domovine i dijaspora</i>, 2016, http://bit.ly/2bFT1u4 (page consultée le 1er juin 2016)</p>

TERME	TACIS
Catégorie grammaticale	acronyme
Forme complète	Assistance technique à la Communauté des États indépendants
Collocation(s)	programme ~, programme d'assistance ~, programme communautaire ~, projet ~, projet européen ~, projet d'assistance technique ~, expérience ~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	programmes de coopération et du développement

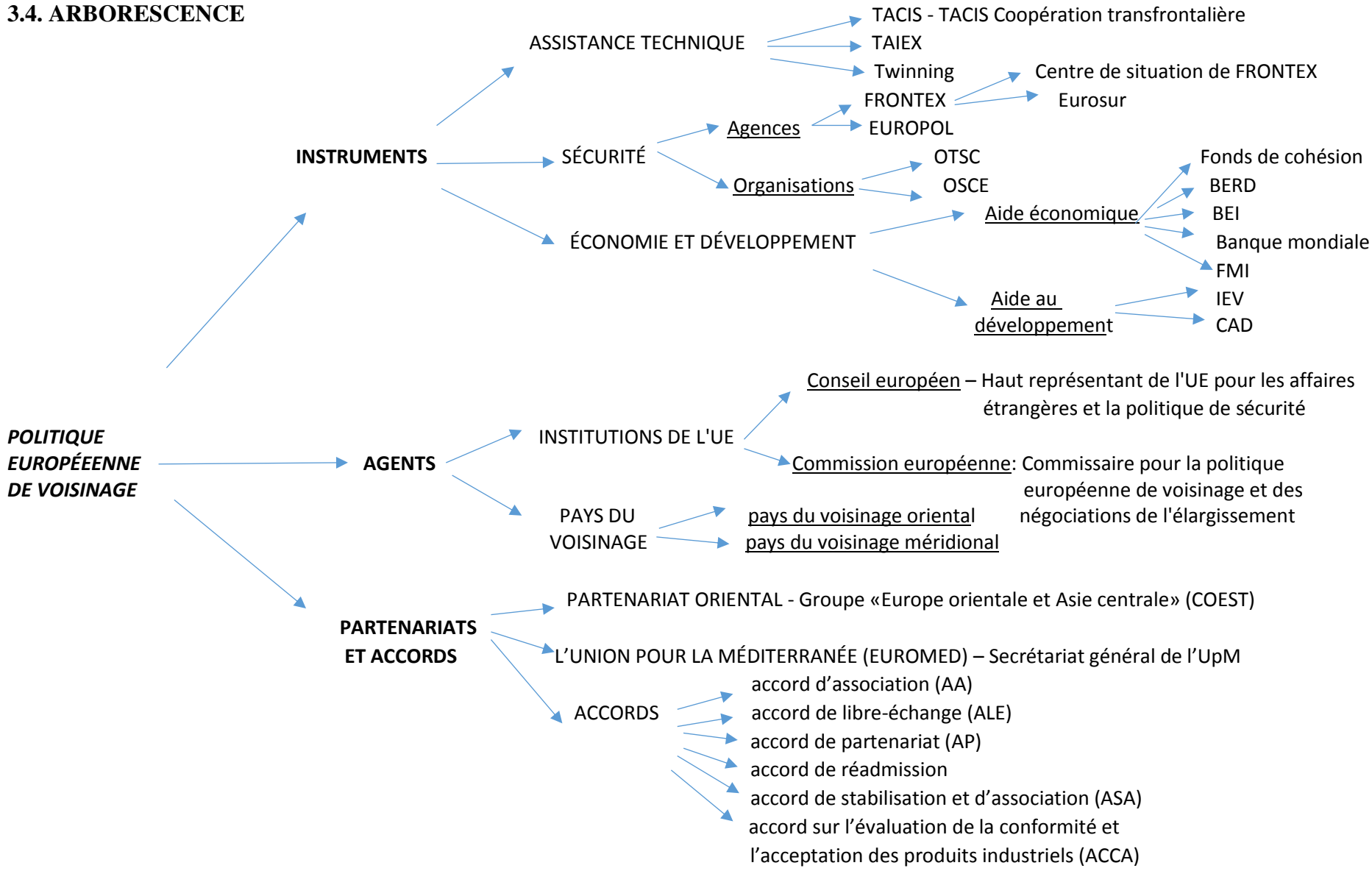
Définition	programme communautaire créé pour encourager la démocratisation, le renforcement de l'État de droit et la transition vers l'économie de marché des Nouveaux États indépendants (NEI), nés de l'éclatement de l'Union soviétique
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	outil de
Isonyme(s)	TAIEX, Twinning
Hyponyme (s)	TACIS Coopération transfrontalière (TACIS CTF)
Contexte du terme (+réf.)	<p>Au cours des années 1990, à la suite de l'ouverture du mur de Berlin, les relations se développent dans un contexte dominé par la préparation de l'élargissement. À l'est, l'UE signe des accords de partenariat (ex-URSS) et de stabilisation (pour les Balkans) et développe des programmes d'assistance (PHARE avant qu'il ne devienne un instrument de pré-adhésion et TACIS pour les ex-républiques soviétiques).</p> <p>Source: Drevet, J.-F., «Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable ?» <i>L'Institut Jacques Delors</i>, 2013, http://bit.ly/29RQLvw (page consultée le 6 juin 2016)</p>
Remarque linguistique	<p>On peut remarquer que la forme abrégée <i>TACIS</i> est plus souvent utilisée que la forme entière <i>Assistance technique pour la communauté des États indépendants</i>. L'abréviation est empruntée de l'acronyme anglais <i>TACIS -Technical Assistance to the Commonwealth of Independant States</i></p> <p>La graphie avec la première lettre en majuscule et les autres en minuscule est aussi souvent utilisée: <i>Tacis</i></p>
ÉQUIVALENT	TACIS
Catégorie grammaticale	acronyme
Forme complète	tehnička pomoć za Zajednicu nezavisnih država
Source de l'équivalent	<i>Europski revizorski sud, institucija Europske unije zadužena za reviziju; Tematsko izvešće br. 17, «Može li inicijativa za centre izvrsnosti EU-a djelotvorno pridonijeti smanjenju kemijskih, bioloških, radioloških i nuklearnih opasnosti koje dolaze iz područja</i>

	izvan EU-a ?», 2014, http://bit.ly/267TFUc (page consultée le 6 juin 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Tijekom početnih godina ovog razdoblja rashodi su se uglavnom provodili u okviru tehničke pomoći za Zajednicu nezavisnih država (program TACIS) čiji su glavni ciljevi bili promicanje prijelaza na tržišno gospodarstvo te poboljšanje demokracije i vladavine prava.</p> <p>Source: <i>Europski revizorski sud, institucija Europske unije zadužena za reviziju; Tematsko izvješće br.13: «Razvojna pomoć EU-a središnjoj Aziji»</i>, 2013, http://bit.ly/25U5i12 (page consultée le 6 juin 2016)</p>
Remarque linguistique	En croate, l'abréviation <i>TACIS</i> est empruntée de la langue anglaise.

TERME	Instrument européen de voisinage
Catégorie grammaticale	n.m. + adj. + prép. + n.m.
Forme abrégée	IEV
Collocation(s)	l'adoption de l'~, dans le cadre de l'~, résultats de l'~, la création de l'~, etc.
Domaine	Union européenne, relations internationales
Sous-domaine	instruments financiers de coopération et de développement
Définition	instrument soutenant la coopération entre l'Union européenne et les pays partenaires du voisinage dans le cadre de la Politique européenne du voisinage (PEV).
Hyperonyme (s)	Politique européenne de voisinage
Relation avec l'hyperonyme	outil de
Isonyme(s)	CAD
Hyponyme (s)	IEV CT «Bassin Maritime Méditerranée»

Contexte du terme (+réf.)	<p>Le présent règlement institue un Instrument européen de voisinage (IEV) afin de progresser vers un espace de prospérité partagée et de bon voisinage couvrant l'Union ainsi que les pays et territoires énumérés à l'annexe I (ci-après dénommés «pays partenaires») par l'instauration de relations privilégiées fondées sur la coopération, la paix et la sécurité, la responsabilisation réciproque et l'attachement partagé aux valeurs universelles que sont la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme, conformément au traité sur l'Union européenne.</p> <p>Source: <i>EUR-Lex, L'accès au droit de l'Union européenne- Journal officiel de l'UE</i> : «Règlement (UE) N°232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un Instrument européen de voisinage» http://bit.ly/29QV2OR (page consultée le 26 mai 2016)</p>
ÉQUIVALENT	Europski instrument za susjedstvo
Catégorie grammaticale	adj. + n.m. + prép. + n.n.
Forme abrégée	ENI
Source de l'équivalent	<i>IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base</i> http://bit.ly/29QVGMu (page consultée le 26 mai 2016)
Contexte de l'équivalent (+réf)	<p>Ovom Uredbom uspostavlja se Europski instrument za susjedstvo (ENI) s ciljem napredovanja prema području zajedničkog prosperiteta i dobrog susjedstva koje uključuje Uniju te zemlje i područja navedene na popisu u Prilogu I. («zemlje partneri») razvijanjem posebnog odnosa koji se temelji na suradnji, miru i sigurnosti, uzajamnoj odgovornosti i zajedničkoj predanosti univerzalnim vrijednostima demokracije, vladavine prava i poštovanja ljudskih prava u skladu s UEU-om.</p> <p>Source: <i>EUR-Lex, L'accès au droit de l'Union européenne - Službeni list Europski unije</i>: «Uredba (EU) br. 232/2014 Europskog parlamenta i Vijeća od 11. ožujka 2014. o uspostavi Europskog instrumenta za susjedstvo» http://bit.ly/2a7ark8 (page consultée le 26 mai 2016)</p>
Remarque linguistique	On peut remarquer l'utilisation d'une formulation un peu différente: <i>Instrument europskog susjedstva</i>

3.4. ARBORESCENCE



4. CONCLUSION

Le but de ce mémoire était d'entreprendre un projet terminographique à partir de la traduction du texte *Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable?* écrit par Jean- François Drevet et à partir d'autres textes représentatifs du domaine de la Politique européenne de voisinage.

Après une introduction et la présentation théorique de la terminologie en tant que discipline ainsi que de la terminographie, nous avons offert les résultats de notre projet terminographique: traduction en croate, glossaire français-croate, fiches terminologiques et arborescence.

Pendant notre travail, nous avons pu remarquer qu'il s'agit d'un domaine assez hétérogène, qui touche à plusieurs disciplines telles que le droit, la géopolitique, la politique, etc. C'est aussi un domaine relativement récent (la Politique européenne de voisinage date de 2003) et pour le moment il n'existe pas beaucoup de ressources abordant ce domaine, ce qui exigeait une recherche exhaustive des renseignements pertinents sans lesquels on ne peut pas effectuer un projet terminographique. Comme il s'agit d'une politique qui est encore en application, le domaine en question est en évolution constante. Pour ces raisons, nous avons utilisé majoritairement des outils électroniques, qui sont plus avantageuses dans ce type de situations que les outils standards. Nous avons pu aussi observer l'influence importante de l'anglais dans la langue française et la langue croate par rapport à la terminologie liée à ce domaine, ce qui est avant tout notable dans la construction des termes et de leurs abréviations.

Pour conclure ce mémoire, nous pouvons dire que le domaine de la Politique européenne de voisinage est un domaine très dynamique, actuel est intéressant. Néanmoins, en raison de son apparition récente et son évolution constante et rapide, il est aussi exigeant lorsqu'il est question d'effectuer un travail terminographique.

5. BIBLIOGRAPHIE

- Bachtá, M. S., Gérard, G., *Agriculture et alimentation en Méditerranée. Les défis de la mondialisation*, Khartala, Paris, 2004.
- Cabré, M.T., *La terminologie: théorie, méthodes et applications*, traduit du catalan, adapté et mis à jour par Cormier, M. et Humbley, J., Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa et Armand Colin, Paris, 1998.
- Calberg-Challot, M. «Quand un vocabulaire de spécialité emprunte au langage courant: le nucléaire, étude de cas» in. Cahier du CIEL 2007-2008, *Aspects de la recherche en langues de spécialité*, Université Paris VII, Paris, 2008, p.71-85.
- CST, *Recommandations relatives à la terminologie*, Conférence des services de traduction des États européens, Berne, 2003.
- Le Calvé-Ivičević, E., «Le système scolaire en Croatie au XIXème siècle: un voyage terminographique dans le temps et l'espace», dans : *Francontraste 2: la francophonie comme vecteur du transculturel*, CIPA, Mons, 2011, p. 207-216.
- L'Homme, M.-C., *Terminologie: principes et techniques*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2004.
- Lerat, P., *Les langues spécialisées*, PUF, Paris, 1995.
- Putanec, V., *Francusko-hrvatski rječnik*, Školska knjiga, Zagreb, 2000
- Rey, A., «Avant-Propos». In: Kocourek, Rostislav. *La langue française de la technique et de la science. Vers une linguistique de la langue savante*. Oscar Brandstetter Verlag, Wiesbaden, 1991.
- Rey- Debove, J., Rey, A., *Le Petit Robert*. Dictionnaires Le Robert, Paris, 2011.
- Truchot, C., «L'anglais et les langues européennes» dans *Terminologie et traduction / Commission des Communautés européennes*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1985-2003: 1991.

6. SITOGRAPHIE

- Ancelle A., Bonacquisti G., «Dossier documentaire thématique ‘THEMA’ : La Politique européenne de voisinage». *EU-LOGOS: le portail de référence pour l'espace de liberté, sécurité et justice*, 2016 <http://bit.ly/28OybVd> (page consultée le 1er juillet 2016)
- Béjoint, H., Thoiron, P., *Le sens en terminologie*, Travaux du C.R.T.T., Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2000, <https://bitly.com/> (page consultée le 20 mai 2016)
- Bonacquisti, G. «Vers une révision de la Politique européenne de voisinage: la Commission lance une consultation publique». *EU-LOGOS: le portail de référence pour l'espace de liberté, sécurité et justice*, 2015 <http://bit.ly/29DAs5h> (page consultée le 1^{er} juillet 2016)
- Bowker, L. *Exploitation de corpus pour la recherche terminologique ponctuelle*. Terminologies Nouvelles, 2000, p.22-26. http://www.termisti.org/rifal/PDF/tn18/tn18_Bowker.pdf (page consultée le 7 juin 2016)
- Cabré, M. T., *La terminologie, une discipline en évolution: le passé, le présent et quelques perspectives*, Institut Universitari de Linguística Aplicada, Universitat Pompeu Fabra, Barcelone, 1998 (texte traduit par Marie-Claude L'Homme) <http://www.slideserve.fr/cabre-la-terminologie-une-discipline-en-evolution> (page consultée le 30 mai 2016)
- Delavigne, V., *Le domaine aujourd'hui. Une notion à repenser*, UMR CNRS 6065 Dyalang, 2002, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00924228/document> (page consultée le 23 avril 2016)
- De Micco, P., Pasquale, J., «Zemlje Istočnog partnerstva». *Europski parlament*, 2016, <http://bit.ly/1UjNQ0B> (page consultée le 10 juin 2016)
- De Micco, P., Rey, B. «Europska politika susjedstva». *Europski parlament*, 2016, <http://bit.ly/28UkUL2> (page consultée le 10 juin 2016)
- Drevet, J.-F., «Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable ?» *L'Institut Jacques Delors*, 2013, <http://www.institutdelors.eu/media/limitesue-drevet-ne-ijd-sept13.pdf?pdf=ok> (page consultée le 4 juin 2016)
- *EUR-Lex*, *L'accès au droit de l'Union européenne* <http://bit.ly/2bhN474> (page consultée le 3 juin 2016)
- *Europska komisija*: «Rad Europske komisije» http://ec.europa.eu/atwork/index_hr.htm (page consultée le 10 juin 2016)

- *Europski revizorski sud, institucija Europske unije zadužena za reviziju*
<http://bit.ly/267TFUc> (page consultée le 6 juin 2016)
- Evers, V., *Terminologie et traduction*. Mémoire pour le master en traduction. Université d'Utrecht, Utrecht, 2010, <http://dspace.library.uu.nl/handle/1874/44747> (page consultée le 25 juin 2016)
- Faulstich, E. «Spécificités linguistiques de la lexicologie et de la terminologie. Nature épistémologique». *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n°2, 1996, p. 237-246
<http://www.erudit.org/revue/meta/996/v41/n2/002732ar.pdf> (page consultée le 27 juin 2016)
- Felber, H., *Manuel de terminologie*, Unesco et Infoterm, Paris, 1987,
<http://unesdoc.unesco.org/images/0006/000620/062033FB.pdf> (page consultée le 7 juin 2016)
- Goeuriot, L., *Découverte et caractérisation des corpus comparables spécialisés. Interface homme-machine [cs.HC]*. Thèse pour le doctorat en informatique, Université de Nantes, Nantes, 2009 <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00474405/document> (page consultée le 2 mai 2016)
- Gouadec, D., *Constitution des données*, Afnor Éditions, Paris, 1990,
http://www.gouadec.net/publications/Terminologie_ConstitutionDonnees.pdf (page consultée le 29 mai 2014)
- *IATE (InterActive Terminology for Europe) -The EU's multilingual term base*,
<http://bit.ly/23gKwHh> (page consultée le 1er juin 2016)
- *Izravno.com*, «EBRD namjerava proširiti djelovanje na južni i istočni Mediteran», 2011, <http://bit.ly/29KdABP> (page consultée le 10 juin 2016)
- *Larousse.fr : encyclopédie et dictionnaires gratuits en ligne*,
[file:///C:/Users/MERI/Downloads/Primjer%20diplomskog%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/MERI/Downloads/Primjer%20diplomskog%20(1).pdf) (page consultée le 28 mai 2016)
- *Le Pavel, didacticiel de terminologie*, «Archivée 2.4. Les concepts et leurs relations»,
<http://bit.ly/2bfHG3L> (page consultée le 15 avril 2016)
- Lepesant, G., «La Politique européenne de voisinage à l'épreuve de la crise ukrainienne», *Policy Paper n° 327*, *Fondation Robert Schumann*, 2014, <http://bit.ly/1rRhiwL> (page consultée le 1er juillet 2016)
- L'Homme, M.-C. «Sur la notion de terme», *Meta: journal des traducteurs*, vol. 50, n° 4, 2005, p. 1112-1132 <http://www.erudit.org/revue/meta/2005/v50/n4/012064ar.pdf> (page consultée le 29 juin 2016)
- *Ligue des droits de l'Homme*: «La nouvelle Commission européenne doit appliquer le principe «more for more» <http://bit.ly/28OybVd> (page consultée le 7 juin 2016)

- *Ministarstvo vanjskih i europskih poslova Republike Hrvatske*. «Union pour la Méditerranée (EuroMed)», 2010, <http://www.mvep.hr/hr/pocetna/100413-unija-za-mediteran/> (page consultée le 7 juin 2016)
- *Nacionalna zaklada za razvoj civilnoga društva*, «Inicijativa Europske komisije za zaštitu Sredozemlja», 2008, <http://bit.ly/1URuuNB> (page consultée le 10 juin 2016)
- Pavel, S., Nolet, D., *Précis de terminologie*, Bureau de la traduction, Québec, 2001, <http://bit.ly/29Ltlbj> (page consultée le 28 mai 2016)
- Pitar, M. «La fiche terminographique-expansion et applications», *Scientific Bulletin of the "Politehnica" University of Timișoara. Transactions on Modern Languages*, vol. 10, n° 1-2, 2011, p.70-83. <http://www.cls.upt.ro/files/buletin/2011/010.Mariana%20Pitar.pdf> (page consultée le 13 mai 2016)
- Protopopescu, D. *Theories of terminology - past and present*, University of Bucharest, Bucharest, 2013, <http://bit.ly/1mGCvEl> (page consultée le 2 juin 2016)
- Raos, I., «HRVATSKA GOSPODARSKA KOMORA; Na konferenciji komora u HGK predsjednici komora iz susjednih država s istoka raspravljali o preduvjetima za bolju i sigurniju budućnost država u susjedstvu i EU». *Hazud.hr./ News portal domovine i dijaspore*, 2016, <http://bit.ly/2bFT1u4> (page consultée le 1er juin 2016)
- *Struna, terminološka baza hrvatskoga strukovnog nazivlja* <http://bit.ly/2a4ywwc> (page consultée le 10 juin 2016)
- Thoiron, P., Béjoint, H. «La terminologie, une question de termes?» *Meta: journal des traducteurs*, vol. 55, n°1, 2010, p. 105-111. <https://www.erudit.org/revue/meta/2010/v55/n1/039605ar.pdf> (page consultée le 12 mai 2016)
- *Union européenne, action extérieure: «Union pour la Méditerranée (EuroMed)»* http://eeas.europa.eu/euromed/index_fr.htm (page consultée le 7 juin 2016)
- *Vie publique: au cœur du débat public: «Quelles sont les différentes institutions européennes?»*, 2016, <http://bit.ly/1Yi1Z1a> (page consultée le 10 juin 2016)
- Zafio, M. N., «L'arbre de domaine en terminologie», *Meta: journal des traducteurs*, vol. 30, n°2, 1985, p. 161-168 <http://www.erudit.org/revue/meta/1985/v30/n2/004635ar.pdf> (page consultée le 10 juin 2016)

7. ANNEXE

7.1. TEXTE ORIGINAL

Quelles limites pour l'UE: Quelles relations avec un voisinage à géométrie variable?

écrit par Jean-François Drevet

3. La Politique européenne de voisinage (PEV)

L'article 8§1 du traité de Lisbonne stipule que « l'Union développe avec les pays de son voisinage des relations privilégiées, en vue de développer un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération⁷⁸ ». Il met la politique de voisinage au rang des politiques communes et la fonde sur les « valeurs de l'Union ».

Comme le traité, entré en vigueur en 2009, est postérieur à la mise en œuvre de la PEV, qui remonte à 2003, ses résultats portent sur une décennie. Sont-ils à la mesure des ambitions initiales ? Jugée excessivement eurocentrique et défensive, la PEV serait-elle « *underperforming*⁷⁹ » ?

3.1. Une alternative à l'élargissement

Jusqu'à la fin des années 1980, la Communauté européenne n'a pas eu beaucoup à se soucier de son voisinage. À l'est, l'existence du rideau de fer limitait les relations à un régime commercial privilégié pour l'Allemagne de l'est et à un début de coopération avec la Yougoslavie. Au sud, Bruxelles avait conclu dans les années 1970 des accords d'association,

⁷⁸ Christophe Hillion, « The EU neighbourhood competence under article 8 TEU », *Policy Paper No. 69, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, 19 février 2013 7p.

⁷⁹ Michele Comelli, « Potential and limits of EU policies in the neighbourhood », *Policy Paper No. 68, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, 19 février 2013, 5p.

afin d'« européeniser » les préférences douanières octroyées par plusieurs États membres dans le cadre colonial et fournir aux PSEM⁸⁰ une aide financière.

Au cours des années 1990, à la suite de l'ouverture du mur de Berlin, les relations se développent dans un contexte dominé par la préparation de l'élargissement. À l'est, l'UE signe des accords de partenariat (ex-URSS) et de stabilisation (pour les Balkans) et développe des programmes d'assistance (PHARE avant qu'il ne devienne un instrument de pré-adhésion et TACIS pour les ex-républiques soviétiques)⁸¹. Au sud, un effort de modernisation des relations avec les PSEM est mené à partir de 1995 dans le cadre du processus de Barcelone.

À la fin de 2002, le traité d'adhésion est prêt à être signé avec 10 futurs États membres (la Roumanie et la Bulgarie étant programmées pour 2007). L'UE s'attend à une nouvelle vague de candidatures, qui s'ajouteraient à celles en instance de la Turquie et des Balkans occidentaux, soit un nouvel élargissement d'une ampleur comparable au précédent. Elle décide d'offrir aux pays du voisinage⁸² un modèle de rapprochement qui permettra d'ajourner, sinon de décourager de nouvelles demandes.

Conçue par une équipe qui venait de passer 7 années à préparer les adhésions de 2004-2007, la PEV, dans sa configuration initiale, est donc proche de la politique d'élargissement. Elle est très eurocentrique : en prônant « l'association politique et l'intégration économique », l'UE fixe comme modèle à atteindre celui d'un État européen idéal, aussi bien du point de vue des valeurs que de la gouvernance économique et politique. La PEV comporte des conditions politiques : comme pour les pays candidats, les relations avec l'UE sont soumises à des exigences démocratiques. Enfin, elle est centrée sur la reprise de l'acquis, en prévoyant une « exportation » de la législation européenne, notamment dans le secteur du marché unique, au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer le rapprochement économique.

Comme l'a indiqué Romano Prodi, c'est « tout sauf l'adhésion ». Pour l'UE, l'avantage est de n'avoir pas à s'engager dans une nouvelle vague : à défaut, elle offre à tous les voisins, à ceux qui peuvent adhérer, mais aussi aux autres, un schéma de rapprochement, en ouvrant à « son arrière-cour » un accès privilégié, mais sans grand avantage commercial (l'ouverture du

⁸⁰ Pays du sud et de l'est méditerranéen (PSEM), actuellement : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Jordanie, Israël, Autorité palestinienne, Liban et Syrie.

⁸¹ L'URSS était composée de 15 Républiques fédérées. À l'exception des trois pays baltes, elles sont devenues éligibles à TACIS ainsi que la Mongolie.

⁸² 16 pays : les 6 du Partenariat oriental (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, auxquels ont été ajoutés ultérieurement la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan) et les 10 PSEM.

marché communautaire est déjà en grande partie acquise) ou budgétaire (il n'existe pas de dotation supplémentaire). En outre, il n'est pas question de libre circulation des personnes, sujet ultra-sensible de part et d'autre.

Pour ceux qui veulent se porter candidats, c'est la possibilité de commencer à se mettre en route, même si le but ultime n'est pas encore précisé. Pour les autres, c'est l'adoption d'un menu « à la carte », permettant de coopérer avec l'UE sur des thèmes d'intérêt commun en fonction des besoins.

3.2. Bilan d'une décennie : les ambitions et les résultats

La machine lancée en 2003 a produit son comptant de documents stratégiques et de plans d'action. Bien qu'il soit difficile de mesurer sa valeur ajoutée au « *business as usual* » des accords préexistants et des instruments financiers créés antérieurement, elle a entraîné une évolution assez profonde des pratiques initiées par les accords de partenariat et d'association.

Elle a fait l'objet de plusieurs inflexions, notamment pour tenir compte du nouveau contexte créé par le Printemps arabe. En 2011, l'UE avance le principe de « *more for more* » : plus de démocratie, plus de soutien communautaire, en contrepoids au « *less for less* » pratiqué avec les pays dictatoriaux comme la Biélorussie ou encore la Syrie. Par ailleurs, le contexte a évolué, aussi bien dans l'UE, secouée par la crise économique et les tempêtes monétaires, qu'à ses frontières externes, où celle-ci se heurte à des concurrences nouvelles. En conséquence, pour beaucoup d'observateurs, la PEV aurait besoin d'une réévaluation profonde.

Au-delà de la multiplication des réunions, qui font le bonheur des présidences tournantes, et de l'implication du nouveau service extérieur de l'UE, comment apprécier les résultats, notamment en termes de renforcement de la coopération et de résolution des conflits ?

En mars 2013, la Commission a fait son bilan, dont nous allons analyser ici les principaux éléments⁸³ : politique, économique, migratoire, et budgétaire. Les analyses concernant des secteurs spécifiques seront traitées dans le dernier chapitre.

⁸³ Commission européenne et Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Politique européenne de voisinage : vers un renforcement du partenariat*, JOIN(2013) 4 final, Bruxelles, 20 mars 2013, 22p.

Comme dans la préparation de l'élargissement, l'« exigence démocratique » a été inscrite dans les documents de la PEV et rappelée avec plus de netteté en 2011, jusqu'à en faire un élément de conditionnalité de l'intensification des relations.

Ayant obtenu sans trop de mal le respect des critères politiques dans les pays candidats d'Europe centrale, confiante dans l'extension de la démocratie au-delà de ses frontières, l'UE a été très optimiste. Mais le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. Quelques-uns seulement des pays de la PEV sont engagés dans cette voie. Les résultats sont fragiles et parfois réversibles, y compris pour Israël, seule démocratie de plein exercice, mais critiquée pour son action dans les territoires occupés. Bien que formulé en termes diplomatiques, le rapport de 2013 souligne une « divergence croissante dans les réformes démocratiques chez les pays voisins ».

Dans les évaluations d'organisations indépendantes, les pays de la PEV ne sont pas très bien placés. Leur indice démocratique les place dans la deuxième moitié du classement (9 pays sur 16 au-dessous de la moyenne). En matière de corruption, ils sont encore plus loin, avec quelques très mauvais élèves, aussi bien à l'est qu'au sud (l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, la Libye et la Syrie).

Tableau 1 : une performance démocratique très moyenne

PAR PAYS	INDICE DÉMOCRATIQUE ^I 2012		INDICE DE CORRUPTION ^{II} 2012	
	RANG	SCORE	RANG	SCORE
Maroc	115	4.07	88	37
Algérie	118	3.83	105	34
Tunisie	90	5.67	75	41
Libye	95	5.15	160	21
Égypte	109	4.56	118	32
Jordanie	121	3.76	58	48
Israël	37	7.53	39	60
Palestine	103	4.80		
Liban	99	5.05	128	30

Syrie	164	1.63	144	26
Azerbaïdjan	139	3.15	139	27
Arménie	114	4.09	105	34
Géorgie	93	5.53	51	52
Ukraine	80	5.91	144	26
Moldavie	67	6.32	94	36
Biélorussie	141	3.04	123	31

i. *Economic Intelligence Unit, Democracy index 2012* (classement sur 167 pays, notation de 0 à 10).

ii. *Transparency International, Corruption dans le secteur public en 2012* (classement sur 176 pays, notation de 0 à 100).

Sources : EIU et *Transparency international*

L'UE s'est adaptée: dans la pratique, l'idéalisme wilsonien de la PEV a dû céder le pas au réalisme metternichien. Face à des pays en position de demandeur, comme l'ont été les candidats, il était facile de mettre en avant les critères de Copenhague. Mais quand l'UE elle-même est en situation de dépendance énergétique, quand elle a besoin de ses voisins pour combattre l'immigration clandestine, la criminalité organisée ou le terrorisme, elle doit se montrer moins exigeante. Dans la suite des attentats du 11 septembre et de leur répétition à Madrid et à Londres, il a fallu fermer les yeux sur les lois répressives adoptées dans les PSEM et les pratiques des gouvernements, qui ont exploité la lutte anti-terroriste pour consolider leur pouvoir.

La révision de 2013 plaide en faveur d'un soutien communautaire à la société civile, afin de contourner les réticences des gouvernements concernés, qui voient cette orientation avec méfiance, sinon hostilité. L'UE a ainsi multiplié les contacts avec les organisations non-gouvernementales (ONG) qui interviennent en Biélorussie ou en Ukraine et veut les développer dans les PSEM, où c'est encore plus difficile.

Par rapport aux États-Unis, qui peuvent maintenant coopérer avec une Amérique latine devenue presque totalement démocratique⁸⁴, la situation de l'Europe n'est pas très confortable et va le rester, aussi longtemps que la démocratie ne sera pas durablement implantée dans au moins une demi-douzaine de pays du voisinage.

⁸⁴ Évolution que Washington n'a pas toujours encouragée, notamment pendant la Guerre froide.

On pouvait espérer que la PEV donnerait à l'UE une influence supplémentaire dans la solution des conflits de voisinage, gelés ou non, qui continuent d'affecter plusieurs des pays éligibles. Là aussi, les résultats sont très en dessous des espérances. L'espoir de créer « cercle d'amis » ne s'est pas concrétisé. Si les pays éligibles acceptent de se rencontrer dans des forums multilatéraux, où ils participent bon gré mal gré à quelques opérations communes (comme la coopération dans le bassin de la mer Noire ou en Méditerranée), les antagonismes bilatéraux n'ont rien perdu de leur virulence.

Si l'UE est parvenue à limiter les effets de la sécession transdnistrienne, elle n'a pas pu faire grand-chose pour la Géorgie lors de son conflit avec la Russie pendant l'été 2008, pas plus qu'elle n'a pu empêcher les infrastructures qu'elle avait financées d'être détruites par Israël lors de son opération « Plomb durci » à Gaza. Mais comment espérer obtenir une solution dans le Caucase, aussi longtemps que l'UE ne parvient pas à faire respecter le droit international sur son propre territoire, comme c'est le cas à Chypre Nord ?

Par rapport à l'ensemble de ses échanges, le commerce de l'UE avec les pays éligibles à la PEV n'est pas très important (6,8 %), mais il ménage d'importants excédents (22 milliards d'euros sur les 10 premiers mois de 2012).

Sur les 16 pays de la PEV, 10 ont rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les autres⁸⁵ ont le statut d'observateur et ne sont pas encore prêts à basculer dans une adhésion de plein droit. Dans les PSEM, les taux de protection sont encore élevés, sans compter une multitude d'obstacles non tarifaires. La situation est plus favorable dans les pays du Partenariat oriental, où les taux de protection sont inférieurs à 10 % (moyenne UE: 5,3 % en 2011).

L'intensification des échanges est dans l'intérêt commun, notamment pour l'UE qui est plus ouverte que ses partenaires. Après s'être faite l'avocate du libre-échange, Bruxelles a fait de l'exportation des règles du marché unique un élément essentiel de ses propositions. Dans les deux cas, les résultats ne sont pas à la mesure des espérances⁸⁶.

En 1995, le libre-échange pour 2010 a été proposé aux PSEM dans le cadre du processus de Barcelone : un désarmement douanier (*WTO minus*) pour les produits manufacturés et le

⁸⁵ Algérie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Liban, Libye et Syrie.

⁸⁶ Iana Dreyer, « La politique commerciale de l'UE dans son voisinage. Vers des Accords de libre-échange approfondis et complets », *Études et Recherche n° 90, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, mai 2012, 70p.

maintien de la plus grande partie de ses protections agricoles, avec le régime préférentiel existant pour les PSEM. Seulement quatre pays arabes (Égypte, Jordanie, Tunisie, Maroc) ont accepté de relever le défi en signant en 2004 un accord à Agadir, mais il ne couvre que 4 % de leurs échanges. Le mouvement de libéralisation se heurte à de nombreuses difficultés politiques et administratives : les taxes douanières sont une ressource importante pour les budgets nationaux et génèrent des rentes de situation pour certains milieux influents.

Tableau 2 : positionnement des pays de la PEV dans la compétition internationale

PAYS DU VOISINAGE	STATUT ET DATE D'ADHÉSION À L'OMC	DROITS APPLIQUÉS ^I 2011 %	INDICE DE COMPÉTITIVITÉ ^{II} 2012	
			RANG	SCORE
Maroc	1995	14,3	70	4,15
Algérie	observateur	18,6	110	3,72
Tunisie	1995	16,0		
Libye	observateur		113	3,68
Égypte	1995	16,8	107	3,73
Jordanie	2000	10,0	64	4,23
Israël	1995		26	5,02
Palestine	régime douanier israélien			
Liban	observateur	6,3	91	3,88
Syrie	observateur			
Azerbaïdjan	observateur	9,0	46	4,41
Arménie	2003		82	4,02
Géorgie	2000	1,5	77	4,07
Ukraine	2008	4,5	73	4,14

Moldavie	2001	4,6	87	3,94
Biélorussie	observateur	9,8		

i. OMC, Rapport sur le commerce mondial en 2012 (moyenne des droits appliqués en 2011).

ii. *World Economic Forum, The Global Competitiveness Index 2012-2013* (classement sur 144 pays, score de 1 à 7).

Sources : OMC et *World Economic Forum*

En 2008, en proposant une zone de libre-échange approfondie et complète (DCFTA : *Deep comprehensive free trade area*) aux pays du Partenariat oriental, puis en 2011 aux PSEM signataires de l'accord d'Agadir, l'UE reconnaît que l'adoption des règles du marché unique est un objectif inaccessible, éventuellement contraire aux intérêts de nombreux pays de la PEV. L'objectif est maintenant de poursuivre l'élimination des droits de douane des deux côtés (donc essentiellement dans les PSEM), de simplifier la gestion des règles d'origine (qui ont fortement entravé la libéralisation des échanges) et d'éliminer d'autres barrières non-tarifaires. L'UE veut aussi une meilleure protection des investissements et un début de libéralisation du secteur des services chez ses partenaires. En revanche, il n'est toujours pas question de libéralisation complète des échanges agricoles, ni de libre circulation de la main d'œuvre.

En fait, la concrétisation d'une véritable libéralisation des échanges implique des réformes importantes, que les pays du voisinage, très conscients des faiblesses de leurs économies, ne sont pas prêts à réaliser rapidement. Comme en témoignent les indices de compétitivité ci-dessus, pourtant assez indulgents, leur pleine insertion dans la mondialisation est encore un objectif éloigné.

Le problème migratoire⁸⁷ quant à lui se situe à un carrefour particulièrement sensible des politiques communes internes et externes. En s'alignant sur les comportements restrictifs de ses membres, l'UE est confrontée à des pressions croissantes à ses frontières externes, qu'elle a combattues par une modernisation des contrôles. La maîtrise d'une politique migratoire dépendant aussi de la bonne volonté des pays voisins, Bruxelles a conclu des accords de réadmission, afin de les obliger à reprendre les migrants clandestins qui avaient transité sur leur territoire. En échange, elle a accepté d'augmenter les quotas de visas offerts à ces pays. Avec les pays de la PEV, trois accords sont signés (Géorgie, Moldavie et Ukraine) et 5 sont

⁸⁷ Sergio Carrera, Joanna Parkin et Leonhard den Hertog, «La politique migratoire de l'UE après le printemps arabe: les pièges de la diplomatie Affaires intérieures», *Policy Paper No. 74, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, 26 février 2013.

en cours de négociation (Azerbaïdjan, Algérie, Arménie, Biélorussie et Maroc). Ce compromis, qui a augmenté l'efficacité des organismes chargés de contrôler les frontières externes (Agence FRONTEX), fait l'objet de nombreuses critiques. Depuis 2011, la Commission défend une approche globale, jugée encore trop défensive par les pays tiers.

Il serait nécessaire que la politique migratoire de l'UE reflète davantage les besoins à moyen et long terme de l'UE et de sa périphérie que les préoccupations à court terme des ministres de l'intérieur nationaux. Par ailleurs, aussi longtemps que les politiques d'intégration des migrants, qui sont du ressort des États membres, ne sont pas assez efficaces, il sera difficile d'aller de l'avant, car le réservoir migratoire qui se trouve à la périphérie de l'Europe ne lui offre pas les mêmes facilités que l'Amérique latine pour les États-Unis.

Au cours de la période 2007-2012, l'UE a alloué 10,5 milliards d'euros d'aide financière aux 16 pays éligibles à la PEV, soit environ 5€/habitant/an, ce qui n'est pas beaucoup plus que ce qui avait été engagé au cours de la période 2000-2006. Les écarts dans les financements par pays sont le résultat des priorités politiques (la Palestine reçoit 85,6€/habitant/an), de la capacité d'absorption (l'Algérie est à 1,5€/habitant/an) et des différences de niveau de vie (Israël ne reçoit que 0,24 €/habitant/an, en raison de son niveau de développement).

Apparemment, les PSEM reçoivent davantage que les pays du Partenariat oriental (4,8 au lieu de 4,4/habitant/an). Mais sans la Palestine, le Sud est moins bien traité que l'Est (3,2 au lieu de 4,4€/habitant/an), ce qui était déjà le cas en 2000-2006.

En 2010-2011, selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'UE a versé 18,6 % des aides apportées aux pays de la PEV, la moitié si on ajoute les contributions des États membres. Les États-Unis en fournissent un peu moins du quart (23,6 %) et les fonds arabes seulement 12,7 %. Ils n'occupent la première place qu'en Égypte, mais leurs autres contributions, non conformes aux critères de l'OCDE, leur donnent un rôle important dans les pays musulmans, car ils ne donnent rien aux autres.

L'aide européenne serait la plus « conditionnelle » : les fonds arabes⁸⁸, la Turquie⁸⁹ et la Chine ne s'embarrassent pas de critères démocratiques. Pour autant, l'offre de Bruxelles du « *more for more* » ne met pas la démocratie à un prix très élevé : le supplément aux pays les

⁸⁸ La conditionnalité de certains fonds arabes est basée sur des critères religieux.

⁸⁹ En 2010-2011, la Turquie est passée de receveur net d'APD (1047 millions \$ reçus en 2010, 839 en 2011) à celui de donateur net : 967 millions \$ en 2010, 1273 en 2011 (Source : OCDE, *Statistiques du CAD*).

plus méritants est d'environ 10 %, à rapporter aux quotas par habitant et par an indiqués plus haut.

3.3. Prépondérance des relations bilatérales

Comme dans le processus de Barcelone, l'UE a voulu systématiser son approche et «multilatéraliser» les relations en regroupant ses partenaires, qui n'y sont pas favorables : les pays du Partenariat oriental n'ont pas de nostalgie de l'URSS et l'expérience de la Ligue arabe atteste du peu de goût des PSEM pour une coordination même légère. Par ailleurs, entre les pays de la périphérie, beaucoup de relations de voisinage sont assez tendues, ce qui affecte la coopération multilatérale.

Avec Bruxelles, chaque pays tient à poursuivre sa propre trajectoire, dans la continuité de ce qui a été fait antérieurement, en se méfiant des autres, perçus comme des concurrents, sinon des rivaux. Ainsi, les appels en faveur de l'accroissement des échanges des pays éligibles entre eux et de la formation d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne en 2010, restent sans écho, comme la « grande zone arabe de libre-échange », initialement prévue pour 2015.

Le pouvoir d'attraction de l'UE est variable. Si le Maghreb fait la majorité de ses échanges avec l'UE, ce n'est pas le cas du Proche-Orient. Les pays du Partenariat oriental sont inégalement orientés vers Bruxelles, du fait du poids de la Russie et de la concurrence des pays asiatiques. Une relation préférentielle avec l'UE n'a donc pas la même importance pour tous les pays de la PEV : elle est essentielle pour le Maghreb, importante pour les pays du Partenariat oriental et secondaire pour le Machrek.

3.3.1. La PEV et le Sud : du « printemps arabe » à l'« hiver islamiste » ?

Depuis la fin de l'époque coloniale, les relations entre les deux rives de la Méditerranée ont reposé sur un compromis implicite. Face aux violations permanentes de la démocratie et des droits de l'homme, l'Europe s'est contentée de critiques inoffensives. En contrepartie, les pays arabes ont mené des politiques étrangères modérées et n'ont pas trop renâclé à rendre service à leurs voisins du nord dans la lutte contre le terrorisme. Seule la Libye s'est engagée dans des aventures, avant de s'assagir à la suite de la correction infligée par Washington en

1986. Depuis la fin de la Guerre froide, même les pays les plus militants ont gardé leur calme, en dépit des provocations d'Israël dans les territoires occupés et des initiatives des États-Unis en Irak.

Dans ce contexte, la marge d'action de l'UE était limitée. De la Politique globale méditerranéenne d'Edgard Pisani dans les années 1980 aux accords de Barcelone (1995), elle s'est résignée à ne pas pouvoir multilatéraliser les relations inter-méditerranéennes. Comme les autres, l'UE a été surprise par le Printemps arabe et sa dérive vers ce que certains observateurs ont déjà qualifié d'« hiver islamiste ».

Avec l'illusion de bénéficier d'une « exception arabo-musulmane », qui offrirait une voie spécifique vers la modernité, la difficulté à différencier le politique du religieux maintient la société dans une vision traditionaliste et conservatrice⁹⁰. Dans des pays qui n'ont qu'une expérience très limitée de la démocratie⁹¹, il n'est pas surprenant que les électeurs donnent une grande partie de leurs voix à des partis politiques autoritaires. Cette tendance est d'autant plus accentuée que les indicateurs sociaux sont à un niveau préoccupant, comme le confirme le classement défavorable des pays arabes dans l'indice du développement humain (IDH), en particulier pour le taux d'alphabétisation des adultes. Les analyses qualitatives effectuées sur les systèmes éducatifs par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) révèlent leurs performances défectueuses, notamment dans les pays où ils ont été confiés aux religieux. L'importance des discriminations (notamment au détriment des femmes) se traduit par des niveaux de revenu et de qualification très bas d'une partie importante de la population.

Il faut également faire la part de la propagande fondamentaliste financée par l'Iran et les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique, qui propagent un discours politico-religieux formaliste et intolérant. Le développement de régimes islamistes autoritaires, sinon totalitaires, est une tendance lourde, même si elle n'est pas assurée de triompher. En outre, faute de pouvoir agir sur les fondamentaux de l'économie, il est tentant pour les nouveaux dirigeants de faire de l'activisme religieux, afin de renforcer leur pouvoir tout en masquant la modestie de leurs résultats.

⁹⁰ C'est ce que confirment plusieurs sondages d'opinion, notamment celui rapporté par *Le Monde* du 16 novembre 2011 dans son article « Les ressorts de la popularité des islamistes en Égypte ».

⁹¹ Haizam Amirah Fernández et Timo Behr, « Le printemps raté de la politique méditerranéenne de l'UE », *Policy Paper No. 70, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, 19 février 2013, 6p.

Comme l'ont montré les régimes communistes, la gestion idéologique de l'économie n'est pas très efficace à long terme. Si les régimes fondamentalistes de l'Iran et de l'Arabie saoudite se sont maintenus, ils le doivent à la rente pétrolière. En Tunisie, au Maroc ou en Égypte, où le pétrole n'est pas assez abondant pour financer le luxe de l'intégrisme, les islamistes, qui n'ont pas montré une compétence technique indiscutable, n'auront pas beaucoup de moyens pour affronter les problèmes récurrents du chômage structurel et de la mauvaise qualité des services publics. Dans quelques années, si elles ont encore les moyens de s'exprimer, les masses désappointées voteront peut-être pour des équipes gouvernementales moins soucieuses de leurs pratiques vestimentaires et davantage de leur bien-être.

Face à cette évolution imprévisible, l'UE n'a pas une grande marge de choix. En Europe et surtout en Amérique, des voix se sont élevées pour conseiller aux PSEM de trouver en Turquie une « source d'inspiration », qui combinerait avantageusement religion et démocratie⁹². Ces illusions dissipées, comme elles viennent de l'être en Égypte, il restera à juger ces régimes sur leurs performances effectives, comme la Commission le fait dans ses rapports annuels sur les pays candidats et à ajuster les politiques européennes en conséquence.

En politique étrangère, le nouveau contexte politique ne va pas automatiquement stabiliser les relations interméditerranéennes. Comme on le voit actuellement en Turquie, les partis islamistes ont aussi des objectifs internationaux et sont poussés à les réaliser par une partie importante de l'opinion. Bien qu'on en ait abusé pendant plus de six décennies, la rhétorique anti-israélienne et anti-occidentale semble toujours un bon dérivatif. Si les nouveaux gouvernements paraissent plus enclins à libéraliser leurs économies que les précédents, pourquoi feraient-ils du zèle, par exemple pour aider l'UE à lutter contre l'immigration clandestine ?

Si l'UE souhaite entretenir des relations inter-méditerranéennes privilégiées avec les PSEM, elle doit aussi compter avec une concurrence assez active. Aussi longtemps qu'a duré la Guerre froide, ses interventions étaient souhaitées, sinon recherchées afin de permettre aux PSEM d'alléger les pressions exercées par les deux supergrands. Le jeu est aujourd'hui bien

⁹² Les émeutes du printemps 2013 ont montré la valeur de ces analyses. Mais les signes avant-coureurs n'ont pas manqué : en politique intérieure, avec l'emprisonnement d'une centaine de journalistes et en politique extérieure, avec les résultats consternants de l'objectif du « zéro problème avec les voisins ».

plus complexe : après un excès d'interventionnisme, Washington est tenté par le repli. Pékin apporte une aide sans condition politique et les acteurs régionaux ont pris de l'importance, notamment les monarchies pétrolières qui ont appris à mieux se servir de leur carnet de chèques.

Face à ces pays, l'Europe est assez faible : son avantage commercial est déclinant, son aide financière modeste et en cas de crise grave, qui n'a rien d'in vraisemblable, elle n'aura pas de moyens militaires à la hauteur des enjeux.

Comme dans le passé, une approche pragmatique par pays devrait rester dominante : l'UE coopérera en fonction de ses intérêts et des performances politiques et économiques de ses partenaires et dans la mesure de ses moyens, ce qui exclut une grande politique, notamment au Moyen-Orient, au demeurant seulement partiellement couvert par le champ d'action de la PEV⁹³.

3.3.2. La PEV et l'Est : les incertitudes du Partenariat oriental⁹⁴

Si les pays candidats d'Europe centrale ont représenté pour l'UE, dans la préparation de l'élargissement, un champ d'action nouveau, ce fut encore plus vrai avec les ex-soviétiques. Après l'expérience TACIS, il était logique que la PEV se concentre sur les 6 pays européens, y compris ceux du Caucase, qui n'étaient pas inclus dans le projet initial. Le souci de la Commission de maintenir un jeu égal entre les périphéries orientale et méridionale, les pressions exercées par les présidences successives ont favorisé la naissance du « Partenariat oriental ».

La négociation d'un nouveau modèle d'association a été engagée en 2007 avec l'Ukraine, qui a rejoint l'OMC en 2008 et se prépare à la DCFTA. L'accord sera signé dès que Kiev aura satisfait aux conditions politiques. Depuis la « révolution orange », les pratiques ont dérivé vers l'arbitraire, comme en témoignent les condamnations à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)⁹⁵. La Moldavie, qui fait plus de la moitié de ses échanges avec l'UE, va suivre. Avec le Caucase du sud, les progrès sont moins importants : seule l'Arménie est sur la

⁹³ Dans sa définition des pays éligibles à la PEV, l'UE a suivi les limites de l'empire romain : l'Égypte et les pays du Levant sont réputés « du voisinage » mais pas l'Irak et les pays du Golfe, bien qu'ils appartiennent au même ensemble géopolitique.

⁹⁴ Lucia Najšlová, Věra Řiháčková et Olga Shumylo-Tapiola, « The EU in the East: too ambitious in rhetoric, too unfocused in action », *Policy Paper No. 71, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, 19 février 2013, 7p.

⁹⁵ En 2011, avec 105 condamnations, l'Ukraine est dans le peloton de tête avec la Russie (121) et la Turquie (159).

voie de la DCFTA et de la négociation d'un accord d'association. Un autre atout des pays du Partenariat oriental est leur moindre pression migratoire, qui a permis de parvenir à un régime de libéralisation des visas, sauf avec la Biélorussie.

Au début de la période de transition, ces pays semblaient destinés à évoluer progressivement vers la démocratie. Ces espoirs apparaissent maintenant déçus : non seulement les performances ne sont pas comparables, mais les progrès sont réversibles.

Ils sont inexistants en Biélorussie, où l'autocrate local préserve un véritable musée post-stalinien, et en Azerbaïdjan, où l'équipe installée à l'époque soviétique est toujours en place, le fils ayant succédé au père. En Ukraine et en Géorgie, les révolutions qui ont emporté les dignitaires post-soviétiques en 2004 n'ont pas tenu leurs promesses. Quant à la Moldavie et à l'Arménie, elles ont connu des trajectoires fluctuantes avec des améliorations ponctuelles. D'après les analyses effectuées par les ONG en matière de démocratie et de corruption, de profondes réformes sont encore nécessaires pour atteindre des standards compatibles avec les pratiques en vigueur dans l'UE.

Par rapport aux PSEM, les pays du Partenariat oriental sont plus sensibles aux pressions européennes, car ils sont aussi membres du Conseil de l'Europe⁹⁶ et potentiellement éligibles à l'adhésion. Ayant accepté la juridiction de la CEDH, ils doivent tenir compte de ses avis, sur lesquelles la Commission s'appuie pour calibrer sa politique. Certains d'entre eux (notamment la Moldavie et l'Ukraine) voudraient qu'on leur reconnaisse une « perspective européenne » et sont prêts à faire des efforts pour cela. Enfin, l'état de l'opinion publique locale n'est pas comparable : sauf en Azerbaïdjan, une proportion importante de la population veut suivre le chemin ouvert par les pays d'Europe centrale.

Le problème est que les pays du Partenariat oriental sont encore soumis à un régime de type brejnévien de « souveraineté limitée ». À la différence des PSEM, leur entrée dans la vie internationale est récente. Non seulement ces pays ont fait partie de l'URSS, mais ils formaient auparavant des provinces de l'empire des tsars⁹⁷. Leur existence nationale, parfois ancienne, a donc été longtemps niée et leur territoire complètement isolé du reste du monde. Comme les pays d'Asie centrale, ils manquent encore de capacités à assumer leur positionnement géopolitique.

⁹⁶ À l'exception de la Biélorussie.

⁹⁷ Les annexions à l'empire remontent au 17^e et 18^e siècle (la plus grande partie de l'Ukraine et de la Biélorussie), 1801 (Géorgie), 1805-1806 (Azerbaïdjan), 1812 (Moldavie), 1828 (Arménie).

La Russie, qui s'était montrée accommodante avec les pays baltes, n'est pas décidée à laisser ces pays se libérer de sa tutelle et a montré qu'elle avait les moyens de sa politique. Bien qu'elle ne soit pas dépourvue d'armes économiques, dont le chantage au gaz exercé par Gazprom, elle exerce surtout son influence par le moyen anachronique de l'occupation militaire (dans les républiques sécessionnistes de Transnistrie, d'Abkhazie et d'Ossétie du sud), éventuellement le stationnement de forces armées (en Ukraine avec la flotte de la mer Noire, en Arménie avec des bases aériennes). Elle entretient des « conflits gelés » qui remontent à la fin de l'URSS et cherche à dominer les minorités russophones (nombreuses en Crimée et dans l'est de l'Ukraine) et les peuples qui en sont solidaires. Au cours des dernières années, Moscou a fait son possible pour entraver la libéralisation de l'économie et les progrès de la démocratie.

Par contre, ses efforts en vue de créer de nouvelles organisations appelées à regrouper les anciennes républiques soviétiques n'ont produit que des résultats limités. La Communauté des États indépendants (CEI) est restée une coquille vide avec 173 accords signés, mais seulement 8 entrés en vigueur entre 1992 et 2001. Les structures qui lui succèdent ne sont pas très actives non plus. La Communauté économique eurasiatique, fondée en 2000, n'a attiré que trois pays du Partenariat oriental en tant qu'observateurs (l'Arménie, la Moldavie et l'Ukraine). Seule la Biélorussie, qui a conclu de nombreux accords avec Moscou, en est membre. Les pressions exercées sur l'Ukraine pour l'imiter n'ont pas abouti, en raison de son incompatibilité avec le rapprochement avec l'UE. De même, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), fondée en 2002 pour faire pièce à l'OTAN, n'a été rejointe que par deux pays du Partenariat oriental, la Biélorussie et l'Arménie, qui n'ont guère eu le choix. À l'exception de la Biélorussie et en dépit de leurs faiblesses, les pays du Partenariat oriental refusent de retomber dans l'orbite exclusive de la Russie, ou dans une « union slave » qui aboutirait à un résultat similaire, car ils sont l'« étranger proche » de la Russie, mais aussi de l'UE.

Pour celle-ci, le rapprochement avec les pays du Partenariat oriental est aussi un élément du champ immense de coopération potentielle avec la Russie. La Russie, qui n'a pas voulu être incluse dans la PEV, développe une relation privilégiée avec l'UE, dans le cadre d'un Partenariat stratégique englobant quatre « espaces communs » : économie, liberté-sécurité-justice, sécurité extérieure et recherche-éducation-culture. Ses besoins de modernisation sont énormes, elle ne pose pas de véritable problème migratoire et peut vendre à l'Europe toute

l'énergie dont elle a besoin. En dépit des frictions qu'on observe avec les pays baltes ou au sujet de Kaliningrad, les relations de voisinage auraient pu être plus difficiles. C'est le manque de démocratie interne et les illusions impérialistes de Moscou qui posent problème. Compte tenu de l'importance de ses problèmes démographiques et économiques, on peut espérer dans l'avenir une Russie plus coopérative, qui voudra d'une relation plus intense avec l'UE. À ce moment, la gestion des pays du Partenariat oriental prendra une autre forme et les peuples pourront décider librement de leur destin.

Si les nouveaux États membres souhaitent l'adhésion de certains pays du Partenariat oriental, c'est avant tout pour éloigner la Russie, suivant une tendance lourde de l'histoire du continent. En effet, il est bon de chercher à « européaniser » son voisin de l'est, d'où sont souvent venues les menaces : la réconciliation franco-allemande, l'appui de Berlin à l'adhésion de la Pologne ou de Vienne à celle de la Hongrie sont dans cette logique, que Varsovie applique maintenant à l'Ukraine. Cependant, il n'y a pas de raison impérieuse de tracer la limite finale de l'UE sur la diagonale qui va du golfe de Finlande à la mer d'Azov, plutôt que la maintenir là où elle se trouve actuellement. On peut imaginer la Moldavie dans l'UE et continuer de s'interroger sur les pays du Caucase. Mais qui oserait dire aux Arméniens qu'ils seraient moins Européens que les Turcs ?

3.4. Une politique nécessaire au succès inégal

Si l'objectif de la PEV était d'épargner à l'UE une nouvelle vague de candidatures comme celle des années 1990, on peut penser qu'il a été atteint, encore que le piétinement du dossier de l'élargissement ait bien d'autres causes.

Quant au processus de rapprochement, il a bien progressé avec les pays qui l'ont souhaité. Même si le menu était trop ambitieux, il a apporté un cadre mobilisateur, qui a permis aux pays de la PEV d'étendre leur champ de coopération avec l'UE dans les domaines de plus en plus nombreux, qui conviennent aux deux parties.

Il existe cependant quelques contradictions à surmonter : défendre les quatre libertés, tout en ajournant indéfiniment la libre circulation des personnes et pousser au libre-échange aussi longtemps qu'il ne s'applique que partiellement à l'agriculture. Ce n'est pas non plus une politique très généreuse : n'offrir que 4€/habitant/an n'est pas très sérieux par rapport aux

dotations des fonds structurels disponibles de l'autre côté de la frontière dans les régions les plus défavorisées de l'UE.

La PEV n'est donc pas un instrument idéal, mais elle permet de gérer de manière évolutive des relations de voisinage qui le sont par nature, compte tenu de l'importance des transformations politiques et sociales qui affectent ces pays. Elle est également un cadre approprié pour permettre aux pays éligibles de participer aux politiques communes qu'il est de l'intérêt des deux parties de faire fonctionner au-delà des limites de l'UE.